

Subject Files Regarding Political and Security Matters

POLITICAL AND SECURITY MATTERS

C/POL/000 - Correspondence with Katangese Authorities (TSHOMBA) 01/06/1962-17/07/1962

2/6

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

SC

CC

UN ARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 3

FILE 2

ACC. DAG 13/1.6.5.0

DECLASSIFIED

THIS FILE CLOSED AS OF 31 JULY 1962

FOR CORRESPONDENCE BEGINNING 1 AUGUST 1962

PLEASE SEE FILE C/POL 000/ KATANGA - PART C

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Ref
51/5

le 17 juillet 1962

Monsieur le Président,

Lorsque j'ai discuté avec vous ce matin pour la première fois de l'incident qui s'est produit au poste de contrôle, j'étais sous l'impression que nous nous trouvions en présence d'une situation créée par l'action spontanée de certains éléments de la populace. Les renseignements dont je dispose maintenant me convainquent de plus en plus que ces désordres qui semblaient tout d'abord être une émeute spontanée ont été, en fait, prémédités et organisés à des fins politiques. Je trouve revoltant qu'à des fins de propagande inutile, des vies humaines puissent être détruites inconsidérément afin de rejeter le blâme sur les Nations Unies et je proteste à ce sujet.

Je dois également protester de la façon la plus énergique contre le fait que les hautes autorités du Katanga, et particulièrement vous-même, n'ont pas essayé d'arrêter les désordres en faisant appel aux émeutiers. Cette absence d'intervention aurait pu être désastreuse si les troupes de l'ONUC n'avaient fait preuve de retenue devant cette intolérable provocation.

Selon des renseignements qui nous sont parvenus, la Gendarmerie katangaise a ouvert le feu sporadiquement à partir de ses positions de l'autre côté du poste de contrôle de l'ONUC vers 9 heures. Vers 10.30, la police katangaise est arrivée sur les lieux et a essayé de disperser la foule, mais sans succès; elle a alors tiré en l'air. Au moment où M. Back était parti vous rejoindre à l'hôpital, tous les coups de feu tirés l'avaient été par la Gendarmerie et la police katangaise. A 11.30, les troupes de l'ONUC ont tiré 9 coups en l'air. Je suis donc obligé de conclure que la femme dont vous et M. Back avez vu le corps ainsi que l'enfant blessé qui est mort par la suite à l'hôpital, ont tous deux succombé aux blessures infligées par les hommes au service du Katanga.

J'ai ordonné une enquête complète sur cet incident, ce qui, à mon avis, est nécessaire afin que le monde puisse en juger par lui-même.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Robert K. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo

Son Excellence
M. le Président Moïse Tshombé
Elisabethville

Page 21/2

A. P. E.

Lorsque j'ai discuté avec vous ce matin pour la première fois de l'incident qui s'est produit ^{à l'entrée de l'hôpital} à la barricade, j'étais sous l'impression que nous nous trouvions en face d'une situation créée par l'action spontanée de certains éléments de la populace. Les renseignements dont je dispose maintenant me convainquent de plus en plus que ces désordres qui semblaient tout d'abord être une émeute spontanée ont été, en fait, prémédités et organisés à des fins politiques. Je trouve revoltant qu'à des fins de propagande inutile, des vies humaines puissent être détruites inconsidérément afin de rejeter le blâme sur les Nations Unies et je proteste à ce sujet.

Je dois également protester de la façon la plus énergique contre le fait que les hautes autorités du Katanga, et particulièrement vous-même, n'ont pas essayé d'arrêter les désordres en faisant appel aux émeutiers. Cette absence d'intervention aurait pu être désastreuse si les troupes de l'ONU n'avaient ~~pas~~ fait preuve de retenue devant cette intolérable provocation.

Selon des renseignements qui nous sont parvenus, la gendarmerie Katangaise a ouvert le feu ^{à l'entrée de l'hôpital} par intermittence à partir de ses positions de l'autre côté de la barricade de l'ONU vers 9 heures. Vers 10 hr30, la police Katangaise est arrivée sur les lieux et a essayé de disperser la foule, mais sans succès; elle a alors tiré en l'air. Au moment où vous étiez à l'hôpital avec Mr. Back, tous les coups de feu tirés l'avaient été par la gendarmerie et la police Katangaise. A 11hr30, les troupes de l'ONUC ont tiré 9 ^{coups} ~~vulgar~~ en l'air. Je suis donc obligé d'en conclure que la femme que vous et Mr. Back avez vue, ^{à l'entrée de l'hôpital} ainsi que

En la suite

l'enfant blessé qui est mort plus tard à l'hôpital, ont tous deux succombé aux blessures infligées par les hommes au service du Katanga.

J'ai ordonné une enquête complète sur cet incident, ce qui, à mon avis, est nécessaire afin que le monde puisse en juger par lui-même.

Salutations.

En la suite
En la suite

En la suite

En la suite
En la suite

En la suite

En la suite

En la suite

ARTICLE IN THIS MORNING'S "ESSOR DU KATANGA" - 17th JULY 1962

Ref
2/7

This is a statement made yesterday by President TSHOMBE to students:

LE PRESIDENT TSHOMBE REVELE LE DESSOUS DE
CERTAINES CARTES

During the days of 12 and 13 July last, during which the Onusiens occupied strategic positions on either side of the Avenue Tombeur, incident which could have turned tragic, he found at Elisabethville an African from Tanganyika named Elliott who was to occupy the functions of representative of the United Nations in Katanga.

But M. Back, named Adjunct of the Mission of the United Nations in Congo, should have done this fact regain his post in Leopoldville and confide the initiative of operations to an African who could have understood the point of view of the Katangais.

M. Elliott is gone, M. Jean Back having probably explained to M. Gardiner that the evolution of the situation required in Katanga a man having at least the competence and the grade of Chargé de Mission Adjunct of the ONUC. With this title M. Back, in effect, can take initiatives which were not given to his predecessor, M. José Rolz-Bennett, simple representative of the ONUC in Katanga.

What is the policy of M. Back in Katanga? Who inspires him in his decisions? In reality the role of M. Back is very obscure. Arrived at Elisabethville coming from Geneva as simple spokesman of the ONUC, he has climbed at a lightning speed all the rungs of the hierarchy of the ONUC and he finds that now he is the second of M. Gardiner. What are the influences which have played, for what reason has this unknown been projected on the international scene?

commence

Je ~~pense~~ à croire que l'on se méfie en haut lieu de M. Gardiner qui est Africain comme nous et qui aurait de la répugnance à faire couler le sang des noirs. Le jeu que même l'ONU au Congo demande des gens durs et sans scrupules qui puissent appliquer les plans établis quelqu'en soient les conséquences pour les populations disséminées et réduites à la misère. Il ne faut pas oublier en effet, que la vie d'un noir compte peu aux yeux de M. Kennedy et de son département d'état qui paye l'ONUC. Les raisons politiques chez ce Président des Etats-Unis passent avant la vie des gens et surtout des africains.

été

M. Gardiner a sans doute/mis en avant durant une période où l'ONU voulait montrer sa bonne volonté après les désastres moraux de l'année dernière, mais comme il fallait tout de même le contrôler et appliquer les buts politiques qui eux n'ont pas changé on a placé un M. Back à côté de lui.

Tout ceci d'ailleurs s'était déjà vérifié lors des conversations de Léopoldville entre M. Adoula et moi-même, conversations auxquelles M. Back a participé. Chaque fois que M. Adoula se trouvait à court d'arguments ou prêt à la conciliation, M. Back lui glissait un papier sous les yeux et M. Adoula se raidissait à nouveau. M. Gardiner n'osait rien dire et j'ai dû me fâcher. Ce qui explique une des raisons pour lesquelles M. Back m'en veut.

M. Back doit appliquer une politique - c'est certain, il est ici pour cela. Tout comme son illustre prédécesseur, M. O'Brien, M. Back avec les amis qui le poussent est persuadé que les forces de l'ONU écraseraient en quelques heures et au pire en quelques jours la gendarmerie katangaise. M. Back suit en cela l'opinion du Général Rikhye qui a été exprimée lors de mes récentes conversations.

Mais avant M. Back d'autres que lui se sont bercés dans ces mêmes illusions. Les forces des Nations Unies se sont considérablement renforcées depuis décembre au Katanga. Nous de notre côté nous n'avons pas perdu notre temps. Nous ne sommes point aussi naïfs qu'on voudrait le faire croire. Nous avons appris nos possibilités et nos limites au cours des combats de l'année dernière. On peut être persuadé nous n'attaquerons jamais les forces de l'ONU. Mais il me suffit de rappeler que l'armée française d'Algérie - force de 600,000 hommes, la plus aguerrie et la plus moderne du monde - n'a pu avoir raison de quelques milliers de Fellaghas qui combattaient sur le sol de leur patrie. Non, l'ONU ne retirerait aucun bénéfice ni moral ni matériel d'un troisième round au Katanga quelque peut être ses succès apparents. Une intervention armée de l'ONUC ne résoudreait pas la crise. Même si je mourais, d'autres se lèveraient à ma place et continueraient le combat.

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/872/MV.

Elisabethville, le 17 juillet 1962.
B. P. 748Rct
2/7

Monsieur Robert GARDINER,
Chargé de la Mission des Nations
Unies au Congo,
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'élever une solennelle et énergique protestation contre les fusillades qui ont eu lieu ce jour contre des femmes et des enfants qui manifestaient spontanément, paisiblement et sans aucune arme. Ces mêmes femmes et enfants avaient d'ailleurs voulu rencontrer votre représentant, Monsieur Back.

Ainsi que je vous l'ai déjà exprimé lors de ma lettre SR/865/MV du 12 juillet 1962, la campagne d'excitation menée par le contingent indien des Nations Unies continue et provoque des réactions dans la population., et notamment la manifestation précitée.

Les troupes indiennes ont ouvert le feu sans sommation préalable. Une femme de 17 ans environ a été tuée, sur le coup. 6 femmes ont été blessées et un garçon de 15 ans a été gravement blessé.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous l'écrire, votre présence à Elisabethville est indispensable pour normaliser les rapports entre la population katangaise et l'ONU.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Chargé de Mission, les assurances de ma haute considération.

Le Président du Katanga,

Moïse TSHOMBE.



Qui êtes vous ?

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

DATE

FROM

CROSS REFERENCE SHEET

☐ Letter ☐ Cable ☒ Memo Other

Dated: 16 July 1962

From: Mr. Back

To: Mr. Gardiner

Summary:

Meeting with President T. Shombe - transcript.

Photocopy of Mr. Back's letter of 16 July re transcript.

Original in File No. Evrie Correspondence

Léopoldville, 16 July 1962

Dear Mr. President:

I have the honour to acknowledge your message of 14 July 1962 and to take note of your reaction to the account of the conversations which you had with our representatives in Katanga and General Rikhye.

7 July
I regret to observe that there appears to be differences of interpretation between yourself and the representatives of the United Nations. This is perhaps unavoidable, but I would like to assure you that so long as the channel of communication ~~between us~~ remains open, we will always ^{be able} ~~have an opportunity~~ to clear ^{up} ~~our~~ differences and to avoid incidents.

officials
I must, however, state that ~~representatives~~ ^{officials} of the United Nations who speak in the name of 104 nations are normally expected to be extremely cautious. Mr. Back has served the United Nations Organization for nearly 18 years and Generals Prem Chand and Noronha enjoy such a status and reputation in their own army and country that we cannot brush aside lightly their interpretations and observations. I am certain you attach the same significance to the words and deeds of your cabinet colleagues and responsible officials. With this understanding, I am sure we can always treat differences

Monsieur Moise Tshombé
President of Katanga
ELISABETHVILLE

./.

of interpretation as matters to be seriously re-examined by us.

Once more, let me assure you of my personal determination to see that the problems of the Congo are solved without blood shed and the proclaimed and well-known objectives of the United Nations. ~~The United Nations is not in the Congo to kill but~~ ^{to save.}

Salutations.

R. K. A. Gardiner
Officer-in-Charge

RKG/ln

Le 16 juillet 1962

Rex 16/7

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre message du 14 juillet 1962 et de prendre acte de votre réaction au compte rendu des conversations que vous avez eues avec nos représentants au Katanga et avec le général Rikhye.

Je regrette de faire observer qu'il semble exister des différences d'interprétation entre vous-même et les représentants des Nations Unies. Cela est peut-être inévitable, mais je voudrais vous assurer que, tant que les voies de communication demeurent ouvertes, nous serons toujours en mesure de régler les différends et d'éviter les incidents.

Cependant, je dois déclarer que les fonctionnaires des Nations Unies qui parlent au nom de 104 nations sont censés être, normalement, ~~extrême~~ extrêmement prudents. M. Back est au service de l'Organisation des Nations Unies depuis près de 18 ans, et les généraux Prem Chand et Noronha ont une ^{propre} telle position et une telle réputation dans leur/armée et leur/pays ^{propre} que nous ne pouvons prendre à la légère leurs interprétations et observations. Je suis convaincu que vous attachez la même importance aux paroles et aux actions de vos collègues de cabinet et de vos fonctionnaires compétents. Compte tenu de cela, je suis sûr que nous pouvons toujours considérer les différences d'interprétation comme des questions que nous devons sérieusement réexaminer.

Une fois de plus, permettez-moi de vous assurer de ma détermination personnelle de veiller à ce que les problèmes du Congo soient résolus sans effusion de sang et conformément aux objectifs proclamés et bien connus des Nations Unies.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

R.K.A.G.

OUTGOING CLEAR CABLE

MOST IMMEDIATE

LEOPOLDVILLE

14 JULY 1962

UNATIONS NEW YORK

G- 886

BUNCHE from GARDINER

REFERENCE G-879. IN THE LIGHT OF LOCAL CONDITIONS GENERALS CHAND AND NORONHA AND MR BACK AND MR MATHU HAVE SUGGESTED THE FOLLOWING MODIFICATIONS:

(1) QUOTE SERAIT AUTORISE A PARTICIPER A LA PARADE UNQUOTE. SUBSTITUTE QUOTE DEFILE UNQUOTE FOR QUOTE PARADE UNQUOTE. (2) SUPPRESS SENTENCE BEGINNING QUOTE JE N'AI PAS PU DECOUVRIR.... DE L'ACCORD CONCLU ENTRE NOUS UNQUOTE AND REPLACE BY FOLLOWING QUOTE/PAR CONTRE, JE SUIS HEUREUX DE CONSTATER QUE SELON VOUS, L'ENTREE A ELISABETHVILLE DE 2000 MILITAIRES NE CONSTITUAIT PAS UNE VIOLATION INTENTIONNELLE DE NOTRE PART DE L'ACCORD CONCLU ENTRE NOUS. IL N'EN DEMEURE PAS MOINS QU'EN CE QUI NOUS CONCERNE, UN ACCORD CONCLU ENTRE L'AUTORITE MILITAIRE DE LA GENDARMERIE ET LES FORCES DE L'ONUG N'A PAS ETE RESPECTE./ (3) SUPPRESS SENTENCE QUOTE JE PROCEDE ETC UNQUOTE SUBSTITUTE QUOTE/EN CE QUI CONCERNE LE CREUSAGE DE TRANCHEES PUIS-JE VOUS RAPPELER QUE VOUS VOUS ETES RENDU PERSONNELLEMENT SUR LES LIEUX AVEC MR BACK AINSI QUE LES GENERAUX PRIM CHAND ET RIKHYE ET QUE VOUS AVEZ PU CONSTATER QU'AUCUNE TRANCHEE N'ETAIT CREUSEE, MARQUANT VOTRE SATISFACTION A CET EGARD. UNQUOTE

PARA FOR THE MORALE OF THE FORCES I HAVE DECIDED TO SUPPORT THESE AMENDMENTS. AWAITING YOUR APPROVAL TO AUTHORIZE DELIVERY OF NOTE.

RKAG: mm

(Copie)

Le 14 juillet 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° SR/863/MV du 12 juillet 1962 et vous remercie du compte rendu détaillé que vous me donnez des récents événements à Elisabethville, qui m'aidera à me rendre compte des tendances et des sujets de conflit possible entre l'ONUC et le personnel civil et militaire katangais. Je regrette de devoir faire observer que nous avons cru comprendre qu'un accord avait été conclu aux termes duquel un maximum de 300 militaires des divers contingents serait autorisé à participer à la parade. Je n'ai pas pu découvrir la source de ce malentendu mais il m'a été utile d'apprendre que l'entrée à Elisabethville de 2000 militaires ne constituait pas une violation intentionnelle de l'accord conclu entre nous. Cette conclusion me permet de continuer d'espérer que nous pourrions régler ces questions et poursuivre la solution des problèmes touchant le Katanga par des moyens pacifiques. /X

Comme vous le savez bien, l'ONU n'a aucune intention agressive ou offensive, et la retenue dont nos représentants à Elisabethville ont fait preuve durant ce malentendu, ainsi que la conduite exemplaire de toutes nos troupes, devraient constituer pour vous une mesure d'assurance. Je procède à une enquête sur le creusement de tranchées et le port de tenues de campagne. Bien entendu, nous devons aviser nos troupes de prendre des précautions spéciales et de se tenir en état d'alerte à l'approche du 11 juillet, étant donné l'excitation populaire et les incidences éventuelles d'une telle occasion, on pouvait s'attendre naturellement à la possibilité que des faits de peu d'importance dégénèrent en incidents graves.

Compte tenu de nos conversations au cours desquelles j'ai cru comprendre que vous teniez, pendant cette période transitoire difficile, à avoir la population de votre côté durant vos discussions délicates avec le Gouvernement central, nous avons pris toutes les précautions pour nous assurer que votre parade et les autres événements se dérouleraient sans difficulté ni embarras.

J'espère que ces observations contribueront à assainir l'atmosphère. Je puis aussi vous assurer qu'en ce moment je me préoccupe en premier lieu de ce qui doit être fait dorénavant pour faciliter la poursuite de la tâche qui nous a tous tenus si occupés pendant si longtemps. A cet égard, j'accueillerais avec plaisir vos vues et suggestions.

Salutations ...

R.K.A. Gardiner

(Copie)

Le 14 juillet 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° SR/863/MV du 12 juillet 1962 et vous remercie du compte rendu détaillé que vous me donnez des récents événements à Elisabethville, qui m'aidera à me rendre compte des tendances et des sujets de conflit possible entre l'ONUC et le personnel civil et militaire katangais. Je regrette de devoir faire observer que nous avions cru comprendre qu'un accord avait été conclu aux termes duquel un maximum de 300 militaires des divers contingents serait autorisé à participer à la parade. Je n'ai pas pu découvrir la source de ce malentendu mais il m'a été utile d'apprendre que l'entrée à Elisabethville de 2000 militaires ne constituait pas une violation intentionnelle de l'accord conclu entre nous. Cette conclusion me permet de continuer d'espérer que nous pourrions régler ces questions et poursuivre la solution des problèmes touchant le Katanga par des moyens pacifiques.

Comme vous le savez bien, l'ONU n'a aucune intention agressive ou offensive, et la retenue dont nos représentants à Elisabethville ont fait preuve durant ce malentendu, ainsi que la conduite exemplaire de toutes nos troupes, devraient constituer pour vous une mesure d'assurance. Je procède à une enquête sur le creusement de tranchées et le port de tenues de campagne. Bien entendu, nous devons aviser nos troupes de prendre des précautions spéciales et de se tenir en état d'alerte à l'approche du 11 juillet, étant donné l'excitation populaire et les incidences éventuelles d'une telle occasion, on pouvait s'attendre naturellement à la possibilité que des faits de peu d'importance dégénèrent en incidents graves.

Compte tenu de nos conversations au cours desquelles j'ai cru comprendre que vous teniez, pendant cette période transitoire difficile, à avoir la population de votre côté durant vos discussions délicates avec le Gouvernement central, nous avons pris toutes les précautions pour nous assurer que votre parade et les autres événements se dérouleraient sans difficulté ni embarras.

J'espère que ces observations contribueront à assainir l'atmosphère. Je puis aussi vous assurer qu'en ce moment je me préoccupe en premier lieu de ce qui doit être fait dorénavant pour faciliter la poursuite de la tâche qui nous a tous tenus si occupés pendant si longtemps. A cet égard, j'accueillerais avec plaisir vos vues et suggestions.

Salutations ...

R.K.A. Gardiner

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 14 juillet concernant la désignation de membres ~~des~~ commissions qui doivent être créées par suite de vos entretiens avec M. Adoula. Il est certes vrai que, conformément à la décision prise, les désignations devaient se faire 15 jours au plus tard après le retour à Elisabethville de la délégation katangaïse, et je suis heureux de noter que vous avez déjà présenté une liste des personnes qui doivent siéger aux autres commissions au nom du Katanga.

Cependant, au cours des entretiens, la délégation katangaïse a convenu avec le Gouvernement central que, sans communiqué final, les commissions ne pourraient commencer à fonctionner. Compte tenu de cela, le Premier Ministre et ses collègues ont trouvé difficile de comprendre l'objet des nominations et l'importance de l'œuvre qui serait entreprise par les commissions.

Il me semble qu'il faut accepter et proclamer le fait que l'œuvre de ces commissions constitue une partie essentielle du processus de réintégration du Katanga au reste du Congo. Je serais heureux d'avoir vos vues à ce sujet avant la reprise des entretiens ou le début des activités des commissions, pour que j'examine de nouveau la question avec le Premier Ministre.

Je prends acte de votre mention de la désignation de membres par l'ONU. Toutefois, je voudrais faire observer que notre rôle de tierce partie nous oblige à veiller à ce que les principaux intéressés remplissent leurs engagements, avant que nous fassions intervenir le Secrétaire général et l'organisation qu'il représente. Je puis vous assurer que nous avons une liste prête mais vous conviendrez avec moi que l'ONU ne serait nullement justifiée à sembler prendre parti dans une situation aussi délicate.

Salutations

R.K.A. Gardiner

REC 2/7

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre message du 12 juillet 1962 et de prendre acte de votre réaction au compte rendu des conversations que vous avez eues avec nos représentants au Katanga et avec le général Rikhye.

Je regrette de faire observer qu'il semble exister des différences d'interprétation entre vous-même et les représentants des Nations Unies. Cela est peut-être inévitable, mais je voudrais vous assurer que, tant que les voies de communication demeurent ouvertes, nous serons toujours en mesure de régler les différends et d'éviter les incidents.

Cependant, je dois déclarer que les agents des Nations Unies qui parlent au nom de 104 nations sont censés être, généralement, extrêmement prudents. M. Back est au service de l'Organisation des Nations Unies depuis près de 18 ans, et les généraux Prem Chand et Noronha ont une telle position et une telle réputation dans leur propre armée et leur propre pays que nous ne pouvons prendre à la légère leurs interprétations et observations. Je suis convaincu que vous attachez la même importance aux paroles et aux actes de vos collègues de cabinet et de vos agents compétents. Compte tenu de cela, je suis sûr que nous pouvons toujours considérer les différences d'interprétation comme des questions que nous devons sérieusement réexaminer.

Une fois de plus, permettez-moi de vous assurer de ma détermination personnelle de veiller à ce que les problèmes du Congo soient résolus sans effusion de sang et conformément aux objectifs proclamés et bien connus des Nations Unies.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/867/MV.

Elisabethville, le 14 juillet 1962.
B. P. 748Rec
2/11

Monsieur GARDINER,

Chargé de la Mission des Nations

Unies au Congo,

LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

Suivant les engagements pris d'un commun accord à Léopoldville, à savoir que les membres des commissions seraient nommés 15 jours au plus tard après mon retour à Elisabethville, le Gouvernement du Katanga vous a communiqué les noms des membres participant à ces commissions le 2 juillet 1962.

Cependant, ni le Gouvernement de Léopoldville, ni les Nations Unies n'ont encore nommé leurs membres respectifs ce qui empêche les commissions d'entrer en fonctions.

J'espère avoir une réponse de votre part à ce sujet dans les meilleurs délais.

Je profite de la présente pour vous assurer, Monsieur le Chargé de Mission, des sentiments de ma haute considération.

Le Président du Katanga,

Moïse TSHOMBE



1962 JUL 13 PM 3:22
O.N.U.C.

(C1)
RECEIVED

118
1962 JUL 13 PM 3:14

UC 110

4UC90 019

SS 4UC75

DE 4UC90 19/13

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 946 GARDINER FROM BACK. LOCAL PRESS REPRODUCES MESSAGE
ADDRESSED BY TSHOMBE TO POPULATION. END OF MESSAGE AS FOLLOWS:
QUOTE ACTUELLEMENT, LES REPRESENTANTS LOCAUX DE L'ONU ESSAIENT DE
CREER, DE TOUTES PIECES, DES INCIDENTS; ILS INVOQUENT NOTAMMENT
UNE MENACE D'INTERVENTION ARMEE DE LA PART DE LA GENDARMERIE KATAN-
GAISE POUR JUSTIFIER LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECURITE
RENFORCE. OR, VOUS AVEZ PU CONSTATER LA DISCIPLINE DE NOS TROUPES
LORS DU DEFILE. ELLES OBEISSENT AU PRESIDENT ET A LEURS CHEFS HI-
ERARCHIQUES PARA NOUS SOMMES DECIDES A GARDER NOTRE CALME ET NOTRE
SANG FROID DEVANT LES MENACES D' INCIDENTS ET LES PROVOCATIONS SUS-
CITEES PAR 14 ONU PARA JE VOUS DEMANDE INSTAMMENT DE CONTINUER A
TRAVAILLER NORMALEMENT COMME VOUS L' AVEZ TOUJOURS FAIT DANS LE PASSE
PARA NUL DOUTE QUE NOTRE BONNE FOI ET NOTRE VOLONTE DE REGLER PAC-
IFIQUEMENT TOUS LES DIFFERENTS FINIRONT PAR TRIOMPHER DE CEUX QUI
ONT JURE DE NOUS PERDRE. PARA GARDEZ VOTRE CALME.PLE GOUVERNEMENT
EST AVEC VOUS UNQUOTE

BT

CFN 946 14

1

614352 JUL 4UC90

31206

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/865/MV.

ELLEO 943

Ref 16/7

Elisabethville, le 22 juillet 1962.
B. P. 748

MESSAGE.

J'ai le regret de vous faire savoir qu'une fois de plus, je constate que le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo est très mal informé par son représentant local sur ce qui se passe au Katanga.

Je m'étonne profondément de ce que le compte-rendu de nos dernières conversations ait pu vous choquer car les positions prises par le Katanga ont toujours été clairement exposées avec franchise et le Représentant des Nations Unies à Elisabethville a toujours parfaitement été tenu au courant de toutes nos intentions.

Je me permets cependant de vous rappeler que vous-même, et récemment le Général Rykhie avez été témoin de ce que de nombreuses divergences de vues sont nées à cause de l'interprétation que votre Représentant local avait faite des entretiens et des événements survenus au Katanga.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer ma volonté de prévenir tous les incidents sous quelle forme que ce soit.

Votre présence à Elisabethville est de nature à prévenir des frictions et à clarifier une situation qui par la faute de vos représentants risqueraient de s'envenimer. La manière dont ils vous tiennent au courant est de nature à provoquer une aggravation de la situation.

Le Président du Katanga,

Mouise Tshombe



RECEIVED 1962 JUL 13 PM 12:33
1962 JUL 13 PM 12:33 O.N.U.C.

(C1)

UC 055

31181

UC 077

4UC90 10

SS 4UC75

DE 4UC90 10/13

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLFO 943 GARDINER FROM BACK. FOLLOWING MESSAGE TO YOU
RECEIVED FROM TSHOMBE:

QUOTE J'AI LE REGRET DE VOUS FAIRE SAVOIR QU'UNE FOIS DE PLUS, JE
CONSTATE QUE LE CHARGE DE LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO EST
TRES MAL INFORME PAR SON REPRESENTANT LOCAL SUR CE QUI SE PASE
AU KATANGA.

PARA JE M'ETONNE PROFONDEMENT DE CE QUE LE COMPTE-RENDU DE NOS DERNIERES
CONVERSATIONS AIT PU VOUS CHOQUER CAR LES POSITIONS PRISES PAR LE
KATANGA ONT TOUJOURS ETE CLAIREMENT EXPOSEES AVEC DRANCHISE ET LE
REPRESENTANT DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE A TOUJOURS
PARFAITEMENT ETE TENU AU COURANT DE TOUTES NOS INTENTIONS.

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:

S.R.S.	X	L.L.D.
MAIL OPS.		
P.X.		
F.A.C.		
I.T.U.		
W.M.V.		
WELFARE		

*To Sec Gen
P-882*

PAGE TWO DE 4UC90 W

PARA JE

E PERMETS CEPEMDANT DE VOUS RAPPELER QUE VOUS - MEME,
ET RECEMMENT LE GENERAL RTKHIE AVEZ ETE TEMOIN DE CE QUE DE NOMB-
REYSES DIVERGENCES DE VUES SONT NEES A CAUSE DE L'INTERPRETAT-
ION QUE VOTRE REPRESENTANT

TCAL AVAIT FAITE DES ENTRETIENS ET DES
EVENEMENTS SURVNUS AU KATANGA.

PARA JE SAISIS CETTE OCCASION POUR REAFFIRMER MA VOLONTE DE PREVENIR
TOUS LES INCIDENTS SOUS QUELLE FORME QUE CE SOIT.

PARA VOTRE PRESENCE A ELISABETHVILLE EST DE NATURE A PREVENIR DES
FRICTIONS ET A CLARIFIER UNE SITUATION QUI PAR LA FAUTDLDE VOS REPRESENTA-
NTS RISQUERAIENT DE S'ENVENIMER. LA MANIERE DONT ILS VOUS TIENNENT
AU COURANT EST DE NATURE A PROVOQUER UNE AGGRAVATION DE LA SITUATION.
PARA LE PRESIDENT DU KATANGA, MOISE TSHOMBE UNQUOTE.

BT

CFN NIL

12/1552Z JUL 4UC90

NNNN

DRAFT

Monsieur le Président,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter ref....

I welcome your detailed account of recent events in Elisabethville which will help me to assess the trends of thought and possible points of conflict between ONUC and Katangese civil and military personnel. I regret to say that we were given to understand that an agreement had been reached to have representatives of the various contingents up to a maximum of 300 take part in the parade.

I have not been able to trace the source of this misunderstanding but it is helpful for me to know that the entry of 2000 troops was not an intentional breach of the understanding between us. This conclusion enables me to continue to hope that we can talk matters over and proceed with the solution of Congolese problems by peaceful means.

As you are well aware the UN has no aggressive offensive intentions and the measure of restraint exercised by our representatives in Elisabethville during the present period of misunderstanding and ~~what I gather~~ the exemplary behaviour of all the troops should give you some measure of assurance. I am making inquiries about the digging of trenches and wearing of battle-dress. We had, of course, to warn our troops to be extra careful and on the alert as the 11th July approached. With the excitement of the public and the general atmosphere of holiday-making, the likelihood of some insignificant occurrence leading to a serious incident ^{could be expected to} naturally increase. Because of our conversations and my understanding that you wished during this difficult transitional period to have the people on your side in your delicate negotiations with the Central Government, we took every precaution to make sure that your parade and other events passed without difficulty or embarrassment.

I hope the observations I have made will help to clear the air. I can also assure you that my major preoccupation at the moment is what next should be done to facilitate the continuation of the work which has kept us all fully occupied for so long. In this connection I would welcome your views and suggestions.

Le 13 juillet 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N°
en date du et vous remercie du compte rendu détaillé que vous me
donnez des récents événements à Elisabethville, qui m'aidera à me rendre compte
des tendances et des sujets de conflit possible entre l'ONUC et le personnel
civil et militaire katangais. Je regrette de devoir faire observer que nous
avons cru comprendre qu'un accord avait été conclu aux termes duquel un
maximum de 300 militaires des divers contingents ~~prendraient part~~ ^{serait autorisé à participer} à la parade.
Je n'ai pas pu découvrir la source de ce malentendu mais il m'a été utile
d'apprendre que l'entrée à Elisabethville de 2000 militaires ne constituait pas
une violation intentionnelle de l'accord conclu entre nous. Cette conclusion
me permet ~~d'espérer~~ de continuer d'espérer que nous pourrions régler ces
questions et poursuivre la solution des problèmes congolais par des moyens
pacifiques.

Comme vous le savez bien, l'ONU n'a aucune intention agressive ou
offensive, et la retenue ~~exercée~~ ^{dont} nos représentants à Elisabethville/durant
ce malentendu, ainsi que la conduite exemplaire de toutes ~~les~~ ^{nos} troupes, devraient
constituer pour vous une mesure d'assurance. Je procède à une enquête sur le
creusement de tranchées et le port de tenues de campagne. Bien entendu, nous
devions ~~avertir~~ ^{aviser} nos troupes de prendre des précautions spéciales et de se tenir
en état d'alerte à l'approche du 11 juillet. Etant donné l'excitation populaire
et l'atmosphère générale de fête, on pouvait s'attendre naturellement à la
possibilité ~~de~~ ^{que des} faits de peu d'importance dégénèrent en incidents graves. / Compte
tenu de nos conversations au cours desquelles j'ai cru comprendre que vous
teniez, pendant cette période transitoire difficile, à avoir la population de
votre côté durant vos négociations délicates avec le Gouvernement central,
nous avons pris toutes les précautions pour nous assurer que votre parade et
les autres événements se dérouleraient sans difficulté ni embarras.

J'espère que ces observations ~~si~~ ^{aussi} contribueront à assainir l'atmosphère.
Je puis/vous assurer ~~également~~ qu'en ce moment je me préoccupe en premier lieu de ce qui doit être fait dorénavant pour faciliter la poursuite de la tâche qui nous a tous tenus si occupés pendant si longtemps. A cet égard, j'accueillerai avec plaisir vos vues et suggestions.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/863/MV.

941

RK 16/7

Elisabethville, le 12 juillet 1962.
B. P. 748

Urgent.

Monsieur Robert GARDINER,
Chargé de la Mission des Nations
Unies au Congo,
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de m'en référer à la lettre K-G.124 qui m'a été adressée par votre adjoint Monsieur BACK le 11 juillet 1962.

A propos du défilé militaire qui s'est déroulé le 11 juillet, Monsieur BACK s'est permis d'écrire : " Je dois à présent constater que la parole donnée a été violée ". A l'appui de son affirmation, votre adjoint cite ma lettre du 2 juillet 1962 par laquelle je vous faisais savoir que seuls " des détachements symboliques " participeraient à ce défilé.

Vous n'ignorez pas que le 7 juillet, j'ai eu une entrevue avec le Général Rykhie et que nous avons notamment discuté du défilé et précisé ce que j'entendais par détachements symboliques. Le compte-rendu sténographique de cette partie de l'entretien rapporte :

Général Rykhie : Combien de militaires prendront part à cette parade ?

Président Tshombe : Je n'en sais rien, mais il y aura des délégations de chaque compagnie. Ils sont heureux de défiler devant moi et d'être applaudis par les femmes et les enfants.

./...

Général Rykhie : C'est la raison pour laquelle je suis devenu militaire, -----
malheureusement le Secrétaire Général m'interdit de porter l'uniforme
à New York, alors je ne le mets que pour mes voyages. Mais ne pourriez-
vous prendre contact avec le Général Muke et son Etat-Major ?

Président Tshombe : Oh, écoutez, tout est centralisé par moi et nous

pourrons tout arranger. Ceci est d'ailleurs secondaire.

Général Rykhie : Ecoutez, si leur nombre est peu élevé, on peut s'arran-

ger. Je crois et je sais que, surtout, vous devez avoir votre Garde
d'honneur et des représentants des autres groupements militaires.

Il ressort de cet entretien que les seuls accords qui aient
jamais été passés avec l'Organisation des Nations Unies sont que :

1. Il y aurait des délégations de chaque compagnie de la Gendarmerie.
2. Tout arrangement à intervenir devait être pris avec moi-même et j'ai
bien précisé lorsque le Général Rykhie a parlé de prendre contact avec
le Général MUKE : Tout est centralisé par moi.

Vos représentants auront pu constater que le défilé compre-
nait moins qu'une section de chaque compagnie de la gendarmerie et d'au-
tre part, je déplore que vos services n'aient pas cru opportun, s'ils
désiraient avoir des renseignements complémentaires, de s'en referer à
moi puisque j'avais insisté que je centralisais tous les points concer-
nant cette question.

Monsieur Back, pour utiliser un langage moins provocateur
que le sien " aura sans doute perdu la chose de vue " comme il aura
sans doute " oublié " que le Général Rykhie lorsque je lui ai dit qu'il
y aurait des " délégations de chaque compagnie " a marqué son accord

à ce qu'il y ait " des représentants des autres groupements militaires " que ceux de ma garde d'honneur.

En fait les représentants des Nations Unies à Elisabethville cherchent à provoquer des troubles.

Bien avant que je reçoive la visite du Général Rykhie, les membres des Nations Unies à Elisabethville ont fait courir le bruit qu'ils empêcheraient le défilé du II juillet, ceci afin de provoquer une panique dans les populations.

N'ayant pas atteints leurs buts, les soldats d'Elisabethville creusèrent des tranchées un peu partout dans notre ville. Le Général Rykhie s'étant rendu compte qu'il s'agissait d'une véritable provocation se rendit lui-même sur place et ordonna que l'on rebouche les tranchées. (voir compte-rendu sténographique)

Quelques jours avant le défilé, tous les soldats des Nations Unies étaient sur pied de guerre, le matériel sorti des magasins et mis en état d'être servi. Dans chaque position tenue par l'ONU, les hommes étaient en tenue de combat. On espérait " l'incident " qui justifierait " une opération de police ".

Mais la journée du II juillet ne fut marquée par aucun incident. C'est alors que Monsieur Back, vers 20 heures, jugea opportun de m'envoyer la lettre de protestation où il m'accuse d'avoir manqué à ma parole. En fait, il voulait masquer la manoeuvre qui était préparée. A une heure du matin, des dizaines de véhicules militaires ONU se mirent

à circuler et des troupes prirent position tout autour de la ville.

Monsieur Back a donné cet ordre (car je suppose que les troupes de l'ONU n'agissent que sur l'ordre de votre adjoint) cinq heures après qu'il m'ait écrit : " vous vous efforcerez à tenir dorénavant parole pour éviter ainsi tous autres malentendus et tous incidents inutiles ".

Puisque, en principe l'ONU ne recherche pas les incidents inutiles, il ne me reste qu'à considérer que vos troupes recherchent un incident " utile " et la seule utilité que je puisse découvrir est le désir de provoquer une troisième guerre au Katanga.

Vos représentants à Elisabethville auront pu vous dire qu'en face de ces véritables provocations, nos troupes sont restées d'une discipline exemplaire.

Je suppose que vous aurez à coeur d'avoir des renseignements précis sur ce qui se passe ici mais d'ores et déjà je tiens à vous signaler qu'outre les renseignements que je vous rapporte ci-dessus :

1. Les troupes des Nations Unies sont sur pied de guerre dans toutes les positions qu'elles occupent et non seulement à un seul poste comme voulait le faire croire votre représentant.
2. Monsieur Back a déjà répondu à une question de Monsieur Munongo qu'en fait c'était un état de guerre qui existait au Katanga.

J'ai tenu à vous adresser la présente parce que je ne veux pas croire que les Nations Unies recherchent délibérément des conflits armés et je sais que votre intervention permettra de ramener

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président
SR/836/MV page 5

Elisabethville, le /
B. P. 748

le calme.

A cet effet, je vous prie d'envisager un voyage rapide de
votre part à Elisabethville.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Chargé de Mission,
les assurances de ma haute considération.

Le Président du Katanga,

Moïse Tshombe



Ci-joint compte-rendu sténographié de l'entrevue du Président Tshombe
et du Général Tykhie le 7 juillet 1962.

RECEIVED
1962 JUL 12 PM 5:28

1962 JUL 12 PM 5:47
O.N.U.C.

REC 13/7

UC 173 ZEL ZEL ZEL

4UC90 032

SS 4UC75

DE 4UC90 32/12

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

31096

BT

UNCLAS ELLEO 941. GARDINER FROM BACK. FOLLOWING LETTER JUST RECEIVED FROM TSHOMBE QUOTE SR/863/MV LE 12 JUILLET 1962. MONSIEUR ROBERT GARDINER CHARGE DE LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO. J'AI L'HONNEUR DE M'EN REFERER A LA LETTRE KG 124 QUI M'A ETE ADRESSEE PAR VOTRE AJOINT MONSIEUR BACK LE 11 JUILLET 1962. PARA A PROPOSE DU DEFILE MILITAIRE QUI S'EST DEROULE LE 11 JUILLET, MONSIEUR BACK S'EST PERMIS D'ECRIRE: JE DOIS A PRESENT CONSTATER QUE LA PAROLE DONNEE A ETE VIOLEE. A L'APPUI DE SON AFFIRMATION, VOTRE DJOINT CITE MA LETTRE DU 2 JUILLET 1962 PAR LAQUELLE JE VOUS FAISAIS SAVIOR QUE SEULS DES DETACHEMENTS SYMBOLIQUES PARTICIPERAIENT A CE DEFILE. PARA VOUS N'IGNOREZ PAS QUE LE 7 JUILLET, J'AI EU UNE ENTREVUE AVEC LE GENERAL CFN 941 863 12 1962 124 11 1962 11 2 1962 7

RICKHYE ET QUE NOUS ONS NOTAMMENT DISCUTE DU FILE ET PRECISE CE QUE J'ENTENDAIS PAR DETACHEMENTS SYMBOLIQUES. LE COMPTE-RENDU STENOGRAPHIQUE DE CETTE PARTIE DE L'ENTRETIEN RAPPORTE: GENERAL RICKHYE: COMBIEN DE MILITAIRES PRENDRONT PART A CETTE PARADE? PRESIDENT TSHOMBE: JE N'EN SAIS RIEN, MAIS IL Y AURA DES DELEGATIONS DE CHAQUE COMPAGNIE. ILS SONT HEUREUX DE DEFILER DEVANT MOI ET D'ENTRE APPLUDIS PAR LES FEMMES ET LES ENFANTS. PARA GENERAL RICKHYE: C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE JE SUIS DEvenu MILITAIRE, MALHEUREUSEMENT LE SECRETAIRE GENERAL M'INTERDIT DE PORTER L'UNIFORME A NEW YORK, ALORS JE NE LE METS QUE POUR MES VOYAGES. AMIS NE POURRIEZ-VOUS PRENDRE CONTACT AVEC LE GENERAL MUKE ET SON ETAT-MAJOR? PRESIDENT TSHOMBE: OH ECOUTEZ, TOUT EST CENTRALISE PAR MOI ET NOUS POURRONS TOUT ARRANGER. CECI EST D'AILLEURS SECONDAIRE. GENREAL RICKHYE: ECOUTEZ, SI LEUR NOMBRE EST PEU ELEVE, ON PEUT S'ARRANGER. JE CROIS ET JE SAIS QUE SURTOUT, VOUS DEVEZ AVOIR VOTRE GARDE D'HONNEUR ET DES REPRESENTANTS DES AUTRES GROUPEMENTS MILITAIRES. PARA IL RESSORT DE CET ENTRETIEN QUE LES SEULS ACCORDS QUI AIENT JAMAIS ETE PASSES AVEC L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES SONT QUE: 1. IL Y AURAIT DES DELEGATIONS DE CHAQUE COMPAGNIE DE LA GENDARMERIE. 2. TOUT ARRANGEMENT A INTERVENIR DEVAIT ETRE PRIS AVEC MOI-MEME ET J'AI BIEN PRECISE LORSQUE LE GENREAL RICKHYE A PARLE DE PRENDRE CONTACT AVEC LE GENREAL MUKE: TOUT EST CENTRALISE PAR MOI.

CFN 12

PARA VOS REPRESENTANTS AURONT PU CONSTATER QUE LE DEFILE COMPRENAIT MOINS QU'UNE SECTION DE CHAQUE COMPAGNIE DE LA GENDARMERIE -ET D 'AUTRE PART, JE DEPLORE QUE VOS SERVICES N'AIENT PAS CRU OPPORTUN, S'ILS DESIRAIENT AVOIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES, DE S'EN REFERER A MOI PASIQUE J'AVAIS INSISTE QUE JE CENTRALISAIS TOUS LES POINTS CONCERNANT CETTE QUESTION. PARA MONSIEUR BACK, POUR UTILISER UN LANGAGE MOINS PROVOCATEUR QUEILHEWEN AURA SANS DOUTE PERDU LA CHOSE DE VUE COMME IL AURA SANS DOUTE OUBLIE QUE LE GENERAL RICHYE LORSQUE JE LUI AI DIT QU'IL Y AURAIT DES DELEGATIONS DE CHAQUE COMPAGNIE A MARQUE SON ACCORD A CE QU'IL Y AIT DES REPRESENTANTS DES AUTRES GROUPEMENTS MILITAIRES QUE CEUX DE MA GARDE D'HONNEUR. PARA EN FAIT LES REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE CHERCHENT A PROVOQUER DES TROUBLES. PARA BIEN AVANT QUE JE RECOIVE LA VISITE DU GENERAL RICHYE, LES MEMBRES DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE ONT FAIT COURIR LE BRUIT QU'ILS EMPECHERAIENT LE DEFILE DU 11 JUILLET, CECI AFIN DE PROJOQUER UNE PANIQUE DANS LES POPULATIONS. PARA N'AYANT PAS ATTEINTS LEURS BUTS, LEST SOLDATS D'ELISABETHVILLE CREUSERENT DES TRANCHEES UN PEU PARTOUT DANS NOTRE VILLE. LE GENERAL RICHYE S'ETANT RENDU COMPTE QU'IL S'AIGSSAIT D'UNE VERITABLE PROVOCATION SE RENDIT LUI-MEME SUR PLACE ET ORDONNA QUE L'ON REBOUCHE LES TRANCHEES.

CFN 11

TOUS LES SOLDATS DES NATIONS UNIES ETAIENT
SUR PIED DE GUERRE, LE MATERIEL SORTI DES MAGASINS ET MIS EN ETAT
D'ETRE SERVI. DANS CHAQUE POSITION TENUE PAR L'ONU, LES HOMMES ETAIENT
EN TENUE DE COMBAT. ON ESPECAIT L'INCIDENT QUI JUSTIFIERAIT UNE OPER-
ATION DE POLICE. PARA MAIS LA JOURNEE DU 11 JUILLET NE FUT MARQUEE
VRA 20 PAERSUCUN INCIDENT. C'EST ALORS QUE MONSIEUR BACK
HEURES, JUGEA OPPORTUN DE M'ENVOYER LA LETTRE DE PROTESTATION OU P
M'ACCUSE D'AVOIR MANQUE A MA PAROLE. EN FAITE, IL VOULAIT MASQUER
LA MANOEUVRE QUI ETAIT PREPAREE. A UNE HEURE DU MATIN. DES DIZAINES DE
VHICULES MILITAIRES ONU SE MIRENT A CIRCULER
ET DES TROUPES PRIRENT POSITION TOUT AUTOUR DE LA VILLE. PAR MONSIEUR
BACK A DONNE CET ORDRE (CAR JE SUPPOSE QUE LES TROUPES DE L'ONUMJAG-
ISSENT QUE SUR L'ORDRE DE VOTRE ADJOINT) CINQ HEURES APRES QU'IL
M'AIT ECRIT VOUS VOUS EFFORCEREZ A TENIR DORENAVANT PAROLE POUR EVITER
AINSI TOUS AUTRES MALENTENDUS ET OUS INCIDENTS INUTILES. PARU PUISQUE
EN PRINCIPLE L'ONU NE RECHERCHE PAS LES INCIDENTS INUTILES, IL NE ME
RESTRE QU'A CONSIDERER QUE VOS TROUPES RECHERCHENT UN INCIDENT UTILE
ET LA SEULE UTILITE QUE JE PUISSE DECOUVRIR EST LE DESIR DE PROVOQUER
UNE TROISIEME GUERRE AU KATANGA. PARA VOS REPRESENTANTS A ELISAB-
ETHVILLE AURONT PU VOUS DIRE QU'EN FACE DE CES VERITABLES PROVOCATIONS,
NOS TROUPES SONT RESTEES D'UNE DISCIPLINE EXEMPLAIRE. PARA
CFN 11 20

PAGE FIVE DE 4UC90 32/12

JE UPPOSE QUE VOUS AUREZ A COEUR D'AVOIR DES RENSEIGNEMENTS PRECIS
SUR CE QUI SE PASSE ICI MAIS D'ORES ET DEJA JE TIENS A VOUS SIGNALER

QU'OUTRE LES RENSEIGNEMENTS QUE JE VOUS RAPPORTE CI-DESSUS: 1. LES
TROUPES DES NATIONS UNIES SONT SUR PIED DE GUERRE DANS TOUTES LES POS-
ITIONS QU'ELLES OCCUPENT ET NON SEULEMENT A UN SEUL POSTE
COMME VOULAIT LE FAIRE CROIRE VOTRE REPRESENTANT. 2. MONSIEUR
BACK A DEJA REPONDU A UNE QUESTION DE MONSIEUR MONONGO QU'EN FAIT
C'ETAIT UN ETAT DE GUERRE QUI EXISTAIT AU KATANGA. PARA 'AI
TENU A VOUS ADRESSER LA PRESENTE PARCE QUE JE NE VEUX PAX CROIRE
QUE LES NATIONS UNIES RECHERCHENT DELIBEREMENT DES CONFLITS ARMES ET
JE SAIS QUE VOTRE INTERVENTION PERMETTRA DE RAMENER LE CALME. PARA A
CET EFFET, JE VOUS PRIE D'ENVISAGER UN VOYAGE RAPIDE DE VOTRE PART
A ELISABETHVILLE. PARA JE VOUS PRIE DE RECEVOIR, MONSIEUR LE CHARGE
DE MISSION, LES ASSURANCES DE MA HAUTE CONSIDERATION. SIGNED LE PRE-
SIDENT DU KATANGA, MOISE TSHOMBE UNQUOTE. ABOVE LETTER CALLS FOR
FOLLOWING COMMENTS: 1. TEXT ALLEGED TO BE VERBATUM OF RICKHYES
CONVERSATION NOT REPEAT NOT ACCURATE. 2. ASSERTION CONCERNING DIGGING
OF TRENCHES UNTRUE. 3 I HAVE OBVIOUSLY NEVER TOLD MINONGO THAT THERE
WAS A STATE OF WAR IN KATANGA. THIS IS OBVIOUSLY UNTRUE. POUCHING
ORIGINAL LETTER AND TRANSCRIPT OF RICKHYE TALK. I AM WRITING TSHOMBE
TO RECTIFY ERRORS IN TRANSCRIPT.

BT

CFN 1 2 1 2 3

12 /1530Z JUL 4UC90

NNNNV

A letter of protest to Tshombé was delivered to him late yesterday afternoon. At 0200 hours last night a UN road-block of one infantry company was established on the only road which by mutual agreement between the Katangese and ONUC troops did not have a road-block. At 0830 hours this morning, Back and Chand called on Tshombé to inform him that, in view of his breach of promise and the fact that 2,000 gendarmerie were brought into the town contrary to all arrangements agreed to, ONUC had established a road-block along the route. Tshombé's cabinet was present -- General Moké and Colonel Kiembe were also on hand. Tshombé said that he was the President of Katanga and therefore in exercise of his authority he could move his troops where he wished. He said that he had not agreed to any numbers. He decided to bring 2,000 troops into the town. The parade was over and now he had sent his troops out. He was reminded of his written reply where he had stated that only a symbolic military parade would be held. He was also reminded of his assurances given to Rikhye and his acceptance that his military representatives would finalize arrangements with ONUC military representatives as to details. Tshombé's Chief of Staff had committed himself to 2 infantry companies. Tshombé however maintained his position. Some of his ministers complained that ONUC had closed several roads thus inconveniencing Katangese. It was agreed to visit the road-block. Munongo, Kitenge, Moké and Kiembe visited the spot. ONUC have only put a road-block across

the main road - there are several feeder tracks, unavoidably company deployment covers some of them. The ministers and Katanga military representatives accompanied Back and Chand to ONUC HQ in E'ville where the discussion is still going on. Katangese state that ONUC is attempting to incite Katangese to shoot at them so that in exercising their right of self-defence they can counter-attack and wage war on Katanga. Munongo has since left while other minister and the military men are continuing with their talks.

2. At about 11.00 O'clock E'ville time six Katangese soldiers tried to remove one of the barrels of the road-block -- our men pushed them away -- there was no shooting. Moké and ONUC Katanga Chief of Staff have proceeded to the spot and examined the situation. Katangese soldiers have dug in opposite our road-block 3/400 yards away. I would like to remind you that Katangese have done so in the past wherever UN has a road block or a position, therefore, this action on their part is in keeping with the general policy carried on by Katanga gendarmerie and cannot be treated as a special incident.

3. Tshombé has told Back that he cannot accept my protest. He is writing to me and wants the SecGen or I to visit him earliest. I told Back to say that the SecGen or I are not able to run around at the wishes of Tshombé.

+ + +

12 July 1962

I count on you to prevent all forms of incidents during this period. There is no problem that cannot be solved peacefully if there is the will to do so on your part. I was shocked by the report I received yesterday and the account of your latest conversations with ONUC representatives in Elisabethville, but in spite of these I find it impossible to believe that you would resort to force.

+ + +

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	<input checked="" type="checkbox"/> PRIORITE NATIONS
------------------	------------------	-------------------	---

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

OUTGOING CLEAR CABLE

Address(es)

ONUC

ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

EV- 843

BACK FROM GARDINER PLEASE TRANSMIT THE FOLLOWING IMMEDIATELY
TO TSHOMBE: QUOTE EYE COUNT ON YOU TO PREVENT ALL FORMS OF
INCIDENTS DURING THIS PERIOD. THERE IS NO PROBLEM THAT CANNOT
BE SOLVED PEACEFULLY IF THERE IS THE WILL TO DO SO ON YOUR PART.
EYE WAS ~~SHOMEN~~ SHOCKED BY THE REPORT EYE RECEIVED YESTERDAY
AND THE ACCOUNT OF YOUR LATEST CONVERSATIONS WITH ONUC
REPRESENTATIVES IN ELISABETHVILLE, BUT IN SPITE OF THESE EYE
FIND IT IMPOSSIBLE TO BELIEVE THAT YOU WOULD RESORT TO FORCE.
UNQUOTE

RKG/ln

2500 x 200 — Imp. Plateau 11267

T. O. R.

BY :

T. O. D.

Drafted by :

Authorized :

Date :

R K Gardiner
12 July 1100 AM

Text of Protest submitted by Mr Jean Back
to President Tshombé on 11 July 1962

L 1 76 L N
LIT

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'élever une protestation solennelle contre
le déroulement du défilé militaire que vous avez jugé bon de tenir ce matin.

de votre côté
En effet, contrairement à tous les engagements pris/selon
lesquels un maximum de 2 compagnies de Gendarmerie katangaise devaient
entrer dans Elisabethville pour participer au défilé, nous avons constaté
de la Gendarmerie dans la ville
que plus de 2.000 militaires en armes sont entrés pour y prendre part.

Par votre lettre du 2 juillet 1962, No SR/807/MV, en réponse
à la lettre de M. Gardiner No. KAT 130/62 du premier juillet, vous faisiez
connaître au Chargé de Mission de l'ONUC que des détachements symboliques
participeraient au défilé.

Le 7 juillet 1962, le général Rikhye, Envoyé spécial du Secrétaire
général et moi-même, vous rendions visite et au cours de cet entretien, vous
acceptiez de voir la question du nombre de militaires entrant à Elisabethville
pour participer au défilé réglée d'un commun accord entre l'Etat Major de
la Gendarmerie katangaise et l'Etat Major de l'ONUC.

A cet effet, plusieurs entrevues entre le Col. Kiembe Michel
et le Général Noronha avaient lieu. Au cours de celles-ci il était convenu
que la participation des militaires de la Gendarmerie serait limitée à deux
compagnies. De plus, le Col. Kiembe et le Gén. Noronha se rendaient sur
place pour reconnaître le parcours que suivraient les troupes lors du défilé.
Dans ces conditions, et croyant en votre bonne foi, l'Etat Major des Forces
de l'ONUC décidait de laisser une route d'accès ouverte vers la ville en vue
d'éviter toute possibilité d'incident.

Je dois à présent constater que la parole donnée a été violée. Dans ces conditions, il sera difficile à l'ONU d'accepter votre parole à l'avenir.

En ce qui concerne les forces de l'ONUC, l'accord donné par votre Etat Major a également été violé de façon flagrante. Je tiens également à vous faire remarquer que nos forces, malgré le déploiement des militaires participant au défilé, ont fait preuve de la plus grande retenue pour éviter le moindre incident.

Je regrette de constater que vos actions ont créé cette atmosphère de suspicion et j'espère fermement que vous vous efforcerez à tenir parole pour éviter ainsi tous autres malentendus et tous incidents inutiles.

Salutations.

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/839/MV.

Elisabethville, le 10 juillet 1962.
B. P. 748Monsieur le Secrétaire Général
des Nations UniesNEW YORK.

Dans sa dernière déclaration du 7 juillet 1962, Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies a fait part à la presse de ses vues sur la crise congolaise.

Je crois cependant que Monsieur Tant a quelque peu simplifié les choses en identifiant le problème du Congo à celui du Katanga, et celui du Katanga à l'existence de l'Union Minière du Katanga

Si cette dernière travaille actuellement dans des conditions normales, c'est au Gouvernement et aux populations katangaises qu'on le doit car en juillet 1960, elles ont sauvé le Katanga du chaos. Cette société a bénéficié comme toutes les personnes et les biens d'une protection des autorités du Katanga qui a permis le maintien de la vie économique et sociale.

La répartition des revenus entre le Gouvernement de Léopoldville et les gouvernements des provinces n'a jamais fait l'objet d'un accord tel que Monsieur Thant le laisse supposer.

D'ailleurs, au cours des conversations de Léopoldville un membre de la délégation du Gouvernement de Léopoldville a reconnu qu'il s'agissait d'une lacune grossière et grave.

Le Gouvernement belge avait avant l'indépendance, élaboré un projet de loi définissant la répartition de l'assiette fiscale. Ce projet n'a jamais fait l'objet de délibérations de la part du

Parlement congolais.

De plus, nous avons toujours contesté la validité de la loi fondamentale puisque le Parlement congolais, régulièrement élu, ne s'est jamais prononcé sur celle-ci.

Je m'étonne de la proposition relative à la convocation d'une réunion du Conseil de Sécurité pour régler le différent qui nous oppose au Gouvernement de Léopoldville car les problèmes financiers, dont celui de la repartition des revenus, ont été longuement discutés lors des derniers entretiens avec Monsieur ADOULA.

Les négociations sont toujours en cours et nous sommes les seuls à avoir désignés nos délégués pour les quatre commissions prévues en exécution des décisions prises à Léopoldville. Pourquoi ne pas laisser travailler les experts qui doivent faire des propositions aux deux gouvernements ? Les travaux de ces derniers contribueront largement à l'élaboration de la nouvelle constitution qui doit jetter les bases d'un règlement des problèmes financiers et monétaires en respectant l'autonomie réelle des différentes régions du Congo.

Je prends acte avec plaisir de la déclaration de Monsieur le Secrétaire Général de ne jamais donner l'ordre d'employer la force au Katanga. Il rejoint par là, notre désir très souvent exprimé de résoudre par des négociations nos problèmes actuels.

Le Président du Katanga,

Moïse TSHUMBA.



Sent by N° Bad from Lville - Note Verdale 9/7

Le 8 juillet 1962.

Monsieur le Président,

Dès mon arrivée à Léopoldville ce matin je me suis penché sur votre lettre du 6 juillet et dois vous marquer mon étonnement. En effet, renseignements pris auprès des Forces de l'ONUC, je puis vous informer qu'il n'a été précédé à aucun renforcement, ni à des approvisionnements neufs de quelque ordre que ce soit. Au surplus, les objectifs et intentions de l'ONUC demeurent inchangées aussi bien que notre décision mutuelle de tout faire pour éviter friction et conflit.

La visite du général Rikhye hier à Elisabethville vous a permis de constater que certaines rumeurs étaient dénuées de tout fondement et je suis certain qu'il en est de même de toutes les autres.

Dans l'espoir de vous avoir ainsi fourni tous les apaisements désirés, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Sent 1 N. Back for civil & hotel 9/7

Le 8 juillet 1962.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 6 juillet par laquelle vous avez bien voulu me faire part de votre inquiétude concernant le transfert de réfugiés. Je désire préciser à ce sujet qu'il s'agit en l'espèce de transferts volontaires de la part des intéressés. Je ne suis au courant d'aucun plan du Gouvernement Central tendant à éloigner d'Elisabethville des personnes qui y ont précédemment cherché refuge. D'autre part, il m'est évidemment impossible de me prononcer sur les activités de M. le Vice-Premier Ministre Sandwa ainsi que sur les intentions du Gouvernement Central.

En ce qui concerne la question de la création de provinces, je suppose qu'il s'agit là d'un des problèmes que vous êtes en train de discuter et qui relève de la compétence du Gouvernement Central. Dans ces conditions je me permets de vous suggérer de vous mettre directement en rapport avec M. le Premier Ministre sur cette question.

Je vous prie d'agréer, M. le Président, l'assurance de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/833/MV.

Recu
12/7

Elisabethville, le 7 juillet 1962.
B. P. 748

926

Monsieur GARDINER,
Chargé de la Mission des Nations
Unies au Congo,
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai le regret de vous faire savoir que les troupes de l'Armée Nationale congolaise ont attaqué la gendarmerie katangaise le 5 juillet 1962 à KATEYA situé à 7 Km d'E bombo et à une centaine de kilometres de Kongolo.

Les forces katangaises chargées de maintenir l'ordre ont eu à déplorer un tué, cinq blessés graves et une dizaine de blessés légers.

Je proteste énergiquement contre l'attitude du Gouvernement de Léopoldville qui, en ce temps de négociations, a donné ordre à ses troupes d'attaquer. J'ai déjà eu l'occasion de m'entretenir avec vous de ce problème.

Je vous demande d'intervenir immédiatement auprès du Gouvernement de Léopoldville pour mettre fin aux attaques répétées de l'Armée Nationale congolaise.

./...

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Elisabethville, le

B. P. 748

SR/833/MV. page 2.

De tels actes rendent les négociations avec Léopoldville très difficiles et crée un climat peu favorable parmi les populations du Katanga.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Chargé de Mission, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Katanga,

Moïse TSHOMBE.



Le 7 juillet 1962.

SR/836/IV.

ENTRETIEN ENTRE LE GENERAL RYKHIE ET LE PRESIDENT
TSHOMBE.

Le 7 juillet à 9 heures, en la Résidence du Chef de l'Etat.

Etaient présents : Son Excellence Monsieur Moïse TSHOMBE

Le Général RYKHIE, Représentant du Secrétaire Général
des Nations Unies.

Monsieur BACK, Représentant des Nations Unies à
Elisabethville.

Monsieur BACK fait office d'interprète.

Général Rykhie : J'ai eu l'occasion de rencontrer le Président TSHOMBE à
Léopoldville et je suis heureux de le revoir aujourd'hui.

Président Tshombe : Je suis heureux aussi de vous revoir, Général. Il me semble
que le Général est devenu un grand voyageur. Je me souviens très bien
de ma rencontre avec lui à Léopoldville.

Général Rykhie : Cette affaire du Congo dure depuis très longtemps. Elle a fait
de moi un très grand voyageur. Je suis heureux de voir, Monsieur le Prési-
dent, que vous êtes en bonne santé maintenant.

Président Tshombe : Non, ma santé n'est pas excellente. Je me soutiens avec des mé-
dicaments continuellement. Sans les médicaments, actuellement, je ne pour-
rais pas vivre.

Général Rykhie : Monsieur le Président, je suis venu ici mandaté par le Secr-
taire Général. Dès que vous avez décidé de rentrer à Elisabethville, tout
le monde aux Nations Unies a été extrêmement préoccupé. J'ai été envoyé
ici pour faire un rapport de visu et pour mettre les points sur les "i".
Monsieur GARDINER, comme vous le savez, devait rencontrer Monsieur le
Secrétaire Général à Genève. Mais Monsieur GARDINER a été rappelé de tou-
te urgence et le Secrétaire Général devant partir pour Genève, Monsieur
GARDINER ne l'a vu que 48 heures. Les Nations Unies sont prêtes à aider
dans la mesure du possible, à la recherche d'une solution dans les diffé-
rents actuels. Monsieur THANT espère ainsi que l'espoir d'une solution

./..

par des négociations subsiste et surtout que les négociations progressent. Il avait énormément espéré lorsque les entretiens étaient en cours à Léopoldville. Aussi, lorsque les entretiens ont pris fin sans solution satisfaisante, il a été très déçu et avec lui, les Nations Unies. A la suite de cela, une partie bien plus importante des Nations Unies veut arriver à un règlement rapide, très rapide. Beaucoup de pays qui ont toujours désiré une solution pacifique du problème sont actuellement fatigués. Bien sûr, l'ONU s'attache à résoudre ce problème congolais, mais elle a d'autres problèmes essentiels et notamment celui qui est la base de toute notre action et qui la permet, il y a le problème financier. L'ONU a maintenant un crédit de 157 millions de dollars. Après avoir réglé toutes nos dettes et compte tenu que nos dépenses sont d'un million de dollars par mois, nous avons les moyens financiers jusqu'au mois de janvier. Nous avons donc une restriction très importante dans le temps pour résoudre ce problème congolais. Nous sommes pressés par le temps. De plus, les petits pays qui nous ont donné des troupes pour le Congo, se demandent combien de temps encore ces troupes vont devoir rester au Congo, si elles seront ici définitivement.

Le Secrétaire Général a été en consultation avec les grandes puissances intéressées par le problème congolais. C'est aussi pour cette raison qu'il a entrepris sa tournée en Europe. Le Secrétaire Général n'est que le serviteur des Nations Unies. Il ne décide pas de la politique des Nations Unies, il est un exécutant de la politique décidée par les Nations.

Avec tous les problèmes auxquels il se doit de faire face actuellement, il se demande " quelles mesures dois-je prendre ? "

Sur la base des différents rapports envoyés par Monsieur GARDINER, le Secrétaire Général a eu beaucoup d'admiration sur votre habileté politique et sur votre jugement. Il avait fortement misé sur votre habileté et sur votre sagesse pour sortir de l'impasse. Seulement, actuellement, avec les limites du temps, il doit penser à une solution définitive qui lui permette d'arriver à temps au bout de sa tâche. Monsieur GARDINER va rentrer à Léopoldville ou il est déjà arrivé, je le verrai ce jour avec Monsieur BACK...

Président Tshombe : Vous partez ?

Monsieur Back : Oui, à Léopoldville, à deux heures.

Général Rykhie : et je lui ferai rapport de notre conversation. Lui-même vous tiendra au courant de ce qu'il a entendu à New-York.

Président Tshombe: Avant de répondre au Représentant du Secrétaire Général, je voudrais élever une protestation à l'égard du Général Rykhie car, à différentes reprises, il a fait des déclarations qu'il y avait des centaines si pas des milliers de mercenaires au Katanga. Tout cela est faux et nous met dans une mauvaise position vis-à-vis de la population qui pense que l'ONU veut à nouveau réattaquer.

Général Rykhie : Si j'ai fait ces déclarations, c'est parceque nous avons des renseignements précis, avec photo et même déclaration à ce sujet.

Président Tshombe : Je connais d'autre part les difficultés que rencontrent les membres du Secrétariat des Nations Unies et surtout le secrétaire général qui doit subir la pression de certains pays, surtout des pays afro-asiatiques. J'ai eu plusieurs entretiens avec Monsieur GARDINER à ce sujet. Je l'ai assuré de notre désir et de celui de tout mon gouvernement d'arriver à une solution pacifique. D'ailleurs, si nous sommes allés à Léopoldville, nous avons, je pense, montré, vue les circonstances, que nous désirons régler ce problème. Mais j'ai dit aussi à Monsieur GARDINER que ce problème dure maintenant depuis 24 mois. Il n'y a personne, ni l'ONU ni n'importe qui qui pourrait résoudre ce problème en 24 heures. Il ne faut pas se faire des illusions. Ce n'est pas un seul problème. C'est une chaîne de problèmes qui doit être résolue, il faut résoudre un point et puis l'autre. Les Nations Unies ne peuvent régler cela sur le champ. Lorsque nous avons accepté de discuter sur la base du document des Nations Unies, c'est parceque nous étions persuadés que c'était la manière la plus rapide de résoudre ce problème. Le Secrétaire Général oublie que les Nations Unies, tout en voulant résoudre le problème, l'ont compliqué. Comment ? Nos frères du Congo se considèrent comme très forts. A la suite des résolutions prises par le Conseil de Sécurité, ils se disent : " si il n'y a pas de solution trouvée par les négociations, tant pis. L'ONU est là et les résolutions du Conseil de Sécurité l'autorisent à attaquer. Ils savent que l'ONU n'a plus d'argent et se doit d'aller plus vite pour trouver une solution. Il se disent donc : tant mieux. L'ONU doit aller vite car elle

n'a plus d'argent, donc elle fera une solution de force. Donc, il ne faut pas s'enfaire et il est inutile de négocier. Je pense d'ailleurs que, si j'étais de leur côté, je penserais exactement la même chose. Avant mon départ, j'ai dit à Monsieur GARDINER que je voudrais que l'on fasse une déclaration commune disant que je reviendrais à telle date à Léopoldville. Monsieur ADOULA, fort du support des résolutions du Conseil de Sécurité a refusé. Je ne veux pas m'étendre. Vous avez assisté, Monsieur RACK, aux conversations de Léopoldville. Nous voulons, du côté katan-gais, arriver à un accord. Dès que je suis parti de Léopoldville et encore une fois, Monsieur RACK, vous avez été témoin, nous avons décidé à Léopoldville de nommer les membres des commissions, donc dès mon retour, puisque j'avais déclaré que je les nommerais au plus tard 15 jours après mon retour, mais que si je pouvais le faire plus tôt, je le ferais. Je les ai nommées. De plus, j'ai voulu faire un effort. J'ai constaté la situation et les nombreux chômeurs à Léopoldville; surtout ces jeunes gens sans travail au moment où ils sont en pleine formation. Je n'ai pas hésité à faire un geste pour calmer ces gens là.

Je répète que nous voulons continuer coûte que coûte. Mais la crise congolaise est une sorte de plaie complètement pourrie. Sur ces plaies, même les antibiotiques ne font d'effet. C'est la même chose pour la crise congolaise. Il faudra très longtemps, beaucoup d'efforts et de patience pour la résoudre. Je comprends beaucoup de choses. Je sais aussi que l'ONU amène actuellement des renforts. Mais, Général, vous qui êtes le conseiller militaire de Monsieur THANT, je vais vous dire que vous pourriez amener mille avions, des milliers d'hommes etc... jamais, jamais, jamais, vous ne résoudrez la crise comme cela. Vous pouvez m'arrêter, me tuer : cela ne changera rien. La crise continuera plus forte qu'avant d'ailleurs parceque vous aurez détruit le Katanga. Or, à l'heure actuelle, avec les résolutions du Conseil de Sécurité, il semble que j'aie un couteau sur la gorge et qu'on m'oblige à discuter. Si je ne discute pas, on me coupera la tête. Cela, ceux de Léopoldville le savent et pour eux, solution ou pas solution, cela n'a aucune importance puisque si on ne trouve pas de solution, on attaquera le Katanga.

Vous avez, Général, accompagné Monsieur H. lorsqu'il est venu ici. Je pense que si l'ONU avait suivi la ligne tracée par feu le Secrétaire Général lorsqu'il est venu au Katanga, le problème serait résolu depuis longtemps. En août 1960, souvenez-vous.

Je le répète encore, nous voulons trouver une solution. C'est aux Nations Unies à nous faciliter la tâche et non pas à la compliquer.

Général Rykhie : Je remercie le Président des explications qu'il m'a données. Cela nous précise son point de vue et cela nous est précieux. Vous savez, Monsieur le Président, que j'ai la chance de vous connaître depuis 2 ans. Personnellement, j'ai énormément d'admiration pour vous. Je vous considère comme un des très grands chefs du Congo et, à titre personnel, j'espère que vous prendrez place, un jour, dans le rang des dirigeants de ce pays. Vous avez droit au respect. Monsieur GARDINER est rentré à Léopoldville. Je lui dirai ce que vous m'avez dit puis je rentrerai à New-York faire mon rapport. J'ai suivi vos négociations et la correspondance que vous avez traitée à Léopoldville et celle de New-York. La raison pour laquelle je suis venu est celle de me rendre compte de ce qui se passe et de vous faire rapport au sujet des réactions et de l'ambiance des Nations Unies à New-York. Vous savez que la question de Berlin dure depuis 1945. Tout le monde essaie de la résoudre. Mais je pense que quand il s'agit d'un même pays il doit y avoir possibilité de s'entendre rapidement. Je ne veux pas m'étendre davantage; Monsieur GARDINER restera en contact avec vous. Quant aux déclarations que j'ai faites sur les mercenaires, je vous l'ai dit, elles sont fondées sur des renseignements que nous avons. Il est possible que le Gouvernement du Katanga ne désire pas avoir de mercenaires sur son territoire. Il est difficile de s'en débarrasser. Nous avons justement le corps d'un mercenaire tué à Kongolo qui est en route pour Léopoldville. Au cours de ces derniers mois, nous avons pris beaucoup de photographies de ces gens là. Malheureusement, l'accord sur les mercenaires, signé à l'occasion du cessez le feu n'a pas été respecté. Notre commission n'a pu se rendre qu'à Kipushi. (Haut le corps du Président). Vous nous aviez marqué accord sur cette commission, mais elle n'a pas pu se déplacer....

Président Tshombe : Comment ? (Monsieur BACK essaie d'arrêter le Général)

Général Rykhie : Je dis que la commission n'a pu se rendre qu'à Kipushi.

Président Tshombé : Je proteste. Vous voyez comme vous êtes mal renseigné. Je ne veux pas dire cela de Monsieur BACK spécialement mais de vos représen-

tants à Elisabethville qui vous renseignent très mal. Cette commission s'est rendue à Jadotville, Kolwezi

Monsieur Back : Kipushi et puis Luena

Général Rykhie : Excusez-moi, j'avais oublié. Vous avez, Monsieur le Président, une excellente mémoire.

Président Tshombe: Un membre de cette commission, le Major M'BAYO est justement là et j'ai toujours autorisé la commission à se rendre où elle le désirait. Avec tous les renseignements que vous avez, vous pouvez demander à vous rendre où vous voulez pour les vérifier. - Monsieur BACK, par exemple, peut me rencontrer régulièrement à ce sujet. Ainsi nous pouvons coopérer et essayer de résoudre ce problème qui vous préoccupe tant.

Général Rykhie : J'admets parfaitement une erreur. Si je me suis trompé, je suis prêt à le reconnaître. Je vais, en tous cas, vous présenter un programme et, dès que nous aurons tous ensemble, vérifié, nous pourrions agir.

Président Tshombé : Ceci est une excellente chose. J'ai d'ailleurs toujours demandé et je l'ai répété à Monsieur GARDINER que si un problème se posait, il suffisait de me le dire et nous essaierions de l'arranger.

Général Rykhie : Nous vous présenterons les photographies et les renseignements que nous recevons de leur pays. Nous savons que des pays autorisent encore les mouvements des mercenaires, nous leur demanderons des explications. En se basant sur les renseignements que nous avons, nous publierons un rapport.

Président Tshombe : C'est cela, et n'oubliez pas de venir me trouver au moindre problème. Je vous donnerai mon point de vue et nous pourrions échanger nos opinions. Mais donnez vos renseignements à Monsieur BACK. Ainsi on ne fera plus de déclarations sans avoir de preuves. Sinon, nous avons l'impression que l'ONU ne veut pas régler ce problème des mercenaires, qu'elle le garde en réserve pour excuser ses attaques, et surtout pour les justifier.

Général Rykhie : Nous n'avons pas besoin des mercenaires pour nous justifier. Mais je sais que le problème des mercenaires est difficile à résoudre. Par exemple, j'ai passé plus de six mois derrière les lignes allemandes. Je circulais, je faisais un peu ce que je voulais et personne ne l'a jamais su. Ils ont des couvertures, les mercenaires, des emplois qui nous les cachent. Mais je peux vous dire que, si nous attaquons une nouvelle fois, ce sera la dernière. Mais, vous le savez, le Secrétaire Général a déclaré catégoriquement qu'il voulait résoudre le problème par la négociation. Mais il est aussi responsable de la sécurité des troupes dont il dispose. Je puis cependant vous assurer qu'il ne prendra aucune mesure sans que le Conseil de Sécurité ne se soit d'abord réuni et ne lui donne l'ordre. Les opérations de l'ONU sont des opérations de police. Si nous voulions nous baser sur une action militaire, nous ferions venir des canons, des tanks et tout le matériel moderne. Nous pourrions l'avoir. Mais nous sommes arrivés avec des troupes armées de fusils. Vous le savez, au mois d'août 1960, les soldats qui étaient ici étaient des jeunes de 18 ans qui n'avaient jamais tenu un fusil. Nous avons pris des camberras parceque vous avez utilisé un fouga. Mais si nos troupes sont en danger, nous sommes obligés de les défendre. C'est pour cette raison que nous sommes préoccupés des fêtes du 11 juillet. D'une part, ne l'oubliez pas, vous dites que vous voulez négocier et d'autre part, vous fêtez l'indépendance du Katanga. Nous n'aimons pas que vous ameniez des troupes au Katanga et surtout à Elisabethville pour cette fête. Ceci nous préoccupe grandement. Je veux que la situation reste normale à Elisabethville qui est une ville merveilleuse où j'ai vu des femmes et des enfants. Cela doit continuer. Il faut tout faire pour que la situation reste calme.

Président Tshombe : Je suis heureux de la franchise de Monsieur Rykhie. Je ne désire pas attaquer Monsieur BACK spécialement mais je constate encore que vous êtes mal renseigné. J'ai discuté avec lui du 11 juillet. Vous n'avez beaucoup loué, vous avez dit que vous me faisiez confiance mais il me semble que ce n'était que des mots. Il n'y aura rien le 11 juillet, mais toute la population sera là, des représentants et des chefs coutumiers seront là. Je pourrai leur expliquer à tous, commerçants, population etc... ce qui s'est passé à Léopoldville, nos raisons, pourquoi nous devons continuer. Jusqu'à présent, je n'ai pas encore eu l'oc-

casion de faire un tel rassemblement. Or, c'est une occasion unique. N'oubliez pas qu'à la suite des fausses rumeurs, nous avons déjà failli avoir des incidents. Je pourrai couper court à ces rumeurs. De plus, une fois encore, les Nations Unies ne facilitent pas ma tâche. Je viens de passer sur la route de Kipushi, 5 minutes avant votre venue. Vos troupes creusent de nouvelles tranchées. Or, je ne le croyais pas, mais je l'ai vu cette fois et je dois bien le croire. Ces tranchées se font à 20 mètres, 30 mètres de la route. La population le voit. De plus, nos efforts tendent à une normalisation des relations ONU-Katanga. Vos soldats parlent à notre population. Ce qu'ils disent se répand très vite et la population a peur maintenant. Je dois donc leur parler. D'ailleurs, un chef doit expliquer ses actes à la population. Ce n'est pas faire preuve de manque d'autorité, c'est normal. De plus, lorsque je suis parti à Léo, la population ne le voulait pas. On a manifesté devant ma résidence. Lorsque je suis allé à Jadotville, il y a peut-être mille ou deux mille femmes qui se sont couchées devant ma voiture en me disant : "roule sur notre corps, mais tu n'iras pas à Léo." J'y ai été parce que ce que je décide je le fais, mais il faut expliquer tout cela. Le problème du 11 juillet, comme je l'ai dit à Monsieur BACK, est un problème à part. Ne vous occupez pas de ce problème. J'ai écrit à Monsieur Gardiner. J'en ai parlé à Monsieur BACK en présence de l'Etat Major de l'ONU et de l'Etat Major katangais. Il n'y aura rien le 11 juillet. Je n'ai pas envie d'attaquer. Pourquoi? Tout se passera dans le calme mais il faut cette fête et voici pourquoi. -

Vous savez que les populations katangaises ont confiance en moi mais il est normal qu'elle exigent de savoir ce que je fais. Je n'ai jamais eu l'occasion de tout expliquer à la population. N'oubliez pas que la masse est excitée avec les événements de septembre et de décembre. Je dois lui faire comprendre beaucoup de choses. Je n'aurai jamais plus une telle occasion. Il ne faut pas oublier que les commerçants, les chefs tribaux, tout le monde sera là. Ils iront expliquer ce que j'ai dit à l'intérieur.

N'oubliez pas non plus qu'avec vos avions, vos jets qui volent en rase motte, vos soldats qui sortent en arme et qui creusent des trous, la population s'énervé. Je dois la calmer.

Dès que j'ai pu, j'ai travaillé à la réalisation de ce que nous avions

prévu à Léopoldville mais, la guerre que l'ANC fait dans le nord, les renforts que vous amenez; la population excitée, tout cela me fait perdre du temps, m'oblige à protester. Je n'ai pas encore eu le temps de réunir les membres des Commissions afin d'étudier et de préparer le travail avec elles. Si nous n'avions que la question de Léopoldville à arranger, ce ne serait encore rien, mais vous dites que vous voulez nous aider et, réellement, vous nous créez beaucoup de difficultés. - La fête du 11 juillet me permettra de calmer tout le monde et nous pourrons alors travailler tranquillement.

Général Rykhie : Combien de militaires prendront part à cette parade ?

Président Tshombé: Je n'en sais rien, mais il y aura des délégations de chaque compagnie. Ils sont hereux de défiler devant moi et d'être applaudis par les femmes et les enfants.

Général Rykhie : C'est la raison pour laquelle je suis devenu militaire, malheureusement, le Secrétaire Général m'interdit de porter l'uniforme à New-York, alors je ne le mets que pour mes voyages. Mais ne pourriez vous prendre contact avec le Général Moke et son Etat Major ?

Président Tshombe: Oh, écoutez, tout est centralisé par moi et nous pourrons tout arranger. Ceci est d'ailleurs secondaire. Ce que je voudrais savoir de vous c'est l'assurance que tout restera calme.

Général kykhie : Ecoutez, si leur nombre est peu élevé, ont peu s'arranger. Je crois et je sais que, surtout, vous devez avoir votre garde d'honneur et des représentants des autres groupements militaires. Nous préviendrons les barrages. Il y aura aussi des officiers katangais qui vérifieront, avec les nôtres; vous nous donnerez, préalablement, leur nombre exact selon vous.

Président Tshombé : Je sais, mais ceci n'est qu'un problème de détail. Ce que je voudrais, ce sont des éclaircissements sur la situation et sur vos intentions.

Général Rykhie : Notre politique demeure entièrement inchangée. En réalité, le Secrétaire Général, ainsi que je vous l'ai dit est occupé à fixer la nouvelle politique des Nations Unies. Il met à la disposition

du Congo toutes les facilités dont il peut disposer pour arriver à un accord, par des moyens pacifiques. N'oubliez pas qu'il est bouddhiste, professeur, qu'il aime la méditation et qu'il a la guerre en horreur, mais nous devons nous défendre et pouvoir défendre nos troupes. Nous ne serions pas dignes de notre tâche si nous ne le faisons pas. Il y a une grande concentration de troupes au Katanga, nous devons en tenir compte.

En fait, au fur et à mesure que des officiers reviennent de Belgique pour l'ANC (je sais que cela se fait aussi dans la Gendarmerie) l'armée assume une plus grande responsabilité. Nous lui remettons une plus grande partie du pays et, un jour, nous pourrons nous retirer complètement.

A la suite de la sécession katangaise, nos forces ont surtout stationné ici et à l'est du Kivu, sur la frontière du Ruanda et de l'Urundi où nous craignons des troubles.

Avant de rentrer à New-York, j'irai d'ailleurs à Usumbura et à Kigali. En dehors de cela, nous n'avons aucune raison de rester encore ici. Cela commence d'ailleurs à durer. A New-Delhi, on m'a rayé des cadres militaires; je vais devoir trouver en emploi!

Tout ce que nous faisons, c'est pour assurer la sécurité de nos troupes et de la population.

Nous avons photographié vos aéroports, reconnu vos avions. Un réseau de radar couvre tout le Katanga. Mais, d'un autre côté, nous renvoyons des hommes. 2.000 d'entre eux viennent de passer à Dar es Salam pour partir sur les Indes. D'un côté, nos hommes sont utiles à votre économie. Notre seul but c'est : la sécurité.

Nous avons aussi d'excellentes musiques militaires et des orchestres. Ils sont à votre disposition. Nous voudrions aussi donner à vos soldats l'occasion de voir de jolies femmes. Nous ne demandons pas mieux que de vous aider et nous le ferons.

Président Tshombe : Nous faisons, de notre côté, notre possible pour détendre l'atmosphère. Chaque fois qu'un Commandant d'un bataillon ONU nous a invités, nous y avons été. Le Colonel MELIA m'a même offert un cousteau gorkhas, je l'ai chez moi.

Vous avez certaines troupes qui commettent continuellement des provocations. Vous devez faire un effort pour les faire cesser, sinon,

il se pourrait qu'un jour (nous faisons l'impossible pour l'empêcher) vos troupes provoquent les nôtres et que nos troupes répondent. La réponse de l'ONU nous la connaissons, ce sera "légitime défense". Il faudrait apprendre à voir la réalité.

Général Rykhie : Nous aussi, nous sommes animés d'esprit de coopération. Les militaires sont très honorés lorsque vous acceptez de venir à leurs réunions. Le Colonel METRA est actuellement dans l'Etat Major personnel du Premier Ministre des Indes. Il est au Secrétariat. Vous voyez que vous avez des amis partout. Au sujet des tranchées de la route de Kipushi, je vais vérifier et donner des ordres immédiatement.

Président Tshombe : Je vais aller avec vous. Cela calmera la population car elle remarquera que vous faites fermer les tranchées.

Général Rykhie : Je ne voulais pas prendre votre temps.

Président Tshombe : Si, si, j'y viens.

Général Rykhie : D'accord. De toute manière je répète que nous sommes ici pour protéger les populations et qu'en aucun cas nous ne voulons encore nous battre. D'ailleurs, les pays réclament leurs soldats. Le Nigéria a mis toutes ses forces à notre disposition et il ne peut plus faire régner un ordre complet chez lui à la suite de cela.

Président Tshombe : J'ai eu énormément de plaisir à cette conversation et un intense soulagement. - Je résume ce que j'ai dit :

- a) Les Nations Unies ont compliqué le problème par les résolutions du Conseil de Sécurité qui donne une position trop forte à la délégation congolaise.
- b) Il est impossible de régler la crise qui a duré 2 ans en 24 heures. C'est une plaie pourrie. Il ne faut pas se faire d'illusions, il faut de la bonne volonté des deux côtés et nous trouverons une solution par des moyens pacifiques.

D'autres moyens ne résoudreient rien, regardez l'Algérie, la guerre a duré, duré puis ils se sont alliés à Evian et cela a été fini.

c) Je vous ai expliqué notre nette et claire position et nous ne reculerons plus dans la voie commencée. Nous avons commencé des négociations et nous continuerons jusqu'à l'aboutissement.

Vous pouvez rassurer le Secrétaire Général.

Général Rykhie : Je le ferai et je suis certain que le Secrétaire Général sera heureux du rapport que je lui ferai de cette conversation. Je remercie le Président de m'avoir accorder un aussi long laps de temps...

Fin de prise en sténo (visite à LUBUMBASHI)

UC 063

AUC90 005

SS 4UC75

DE 4UC90 05/07

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

RECEIVED
B62.01-7 12.30

TShombe

30215

UNCLAS ELLEO 918. KHIARY DE BACK. LETTRE SUVANTE RECUE DE TSHOMBE
QUOTE SR/828/MV EVILLE LE 6 JUILLET 1962 MONSIEUR LE CHARGE DE
MISSION AU MOMENT OU TOUT EST MIS EN OEUVRE POUR METTRE FIN
PACIFIQUEMENT AUX DIFFERENTS QUI OPPOSENT LE GOUVERNEMENT DU KATANGA
ET LE GOUVERNEMENT DE LEOPOLDVILLE, TANT PAR VOS EFFORTS PERSONNELS
QUE PAR LE NOTRES, NOUS AVONS LE REGRET DE VOUS FAIRE SAVOIR QUE DE
NOBREUX FAITS NOUS PROUVENT QUE L'ORGANIZATION DES NATIONS UNIES AU KAT-
ANGA SE RENFORCE DANS TOUS LES DOMAINES. PAR AU COURS DE CES DERNIERS
JOURS DES COMMANDES IMPORTANTES ONT ETE PASSEES ET EN PARTIE EXECUTEES
EN APPROVISIONNEMENTS DE MATERIELS STRATEGIQUES.

CFN 918 828 6 1962

PAGE TWO 4UC90 05/07

PARA CES APPROVISIONNEMENTS VISENT NOTAMMENT DES MUNITIONS QUE VIENNENT D'ARRIVER A ELISABETHVILLE. IL S'AGIT EGALEMENT QUE DES CANONS DE CAMPAGNE ONT ETE DISPOSES DANS CERTAINES POSITION TENUES PAR LES FORCES DE L, CNU A ELISABETHVILLE ET NOTAMMENT A L'AERODROME DE LA LUANO. PARA DES TROUPES AEROPORTEES SONT ARRIVEES ET SONT STATIONNNEES DANS DIFFERENTS ENDROITS DU KATANGA EN NOTAMMENT A ELISABETHVILLE PARA JE CONNAIS VOS SENTIMENTS ET N'AI JAMAIS DOUTE DE VOTRE VOLONTE DE DETENDRE L'ATMOSPHERE ENTRE LES NATIONS UNIES ET LE KATANGA. PARA MALHEUREUSEMENT, LES FAITS CI-DESSUS SONT CONNUS DE LA POPULATION ET ET

J'AMERAI QUE VOUS ME DONNIEZ AUSSI VITE QUE POSSIBLE DES ASSURANCES QUANT AUX INTENTIONS DES NATION UNIES AU KATANGA. PARA SALUTATIONS TSHOMBE UNQUOTE

BT

CFN NIL

07/0620Z JUL 4UC90

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président
SR/829/MV.Elisabethville, le 6 juillet 1962.
B. P. 748

Monsieur GARDINER,
Chargé de la Mission des Nations
Unies au Congo,
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

Je me réfère à la conférence de presse tenue par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement du Katanga en date du 23 juin 1962 dans laquelle il faisait part des intentions des adversaires du Gouvernement du Katanga en ce qui concerne le transfert des réfugiés d'Elisabethville vers Albertville.

Ces intentions faisaient partie d'un plan général qui consistait à remplacer des populations d'Albertville fidèles au Gouvernement par des réfugiés d'Elisabethville qui lui sont hostiles.

Je viens d'apprendre qu'il est prévu, dans les prochains jours de ce mois, une arrivée de 15.000 réfugiés à Albertville dont l'installation est déjà préparée.

Ce transfert de population ainsi que les différentes mesures administratives prises par Monsieur SENDWE prouve la décision des autorités de Léopoldville de vouloir créer de toutes pièces une province du Nord Katanga.

./...

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président
SR/829/MV page 2.

Elisabethville, le
B. P. 748

Ces faits sont corroborés par le projet de loi portant création d'une province du Nord Katanga déposé sur le bureau des Chambres par le Ministre Iléo. Ce projet déposé le 5 juillet sera examiné et sans doute voté le 6 juillet.

Ces décisions vont à l'encontre de tous les efforts faits par le Gouvernement du Katanga et actuellement par les Nations Unies pour résoudre par des négociations la crise congolaise.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Chargé de Mission, les assurances de ma haute considération.

Le Président du Katanga,



Reg 8/7

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président
SR/828/MV.Elisabethville, le 6 juillet 1962.
B. P. 748

Monsieur GARDINER,
Chargé de la Mission des Nations
Unies au Congo,
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

Au moment où tout est mis en oeuvre pour mettre fin pacifiquement aux différents qui opposent le Gouvernement du Katanga et le Gouvernement de Léopoldville, tant par vos efforts personnels que par les nôtres, nous avons le regret de vous faire savoir que de nombreux faits nous prouvent que l'Organisation des Nations Unies au Katanga se renforce dans tous les domaines.

Au cours de ces derniers jours, des commandes importantes ont été passées et en partie exécutées en approvisionnements de matériels stratégiques.

Ces approvisionnements visent notamment des munitions qui viennent d'arriver à Elisabethville. Il s'agit également d'essence destinée aux Jets de l'Organisation et non pas d'essence destinée aux avions évacuant les réfugiés.

Il nous revient également que des canons de campagne ont été disposés dans certaines positions tenues par les forces de l'ONU à Elisabethville et notamment à l'aérodrome de la Luano.

Des troupes apportées sont arrivées et sont stationnées dans différents endroits du Katanga et notamment à Elisabethville.

Je connais vos sentiments et n'ai jamais douté de votre

./...

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Elisabethville, le/...../.....
B. P. 748

SR/828/MV page 2.

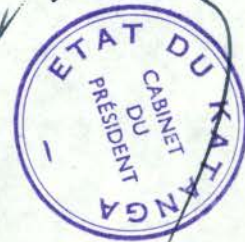
volonté de détendre l'atmosphère entre les Nations Unies et le Katanga

Malheureusement, les faits ci-dessus sont connus de la population et j'aimerais que vous me donniez aussi vite que possible des assurances quant aux intentions des Nations Unies au Katanga.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Chargé de Mission l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Katanga,

Moïse TSHOMBE.



4 UC 93 021

SS 4 UC 75

DE 4 UC 93 21/04

FM ONUC ELISABETHVILLE

TO ONUC LEO

BT

RECEIVED

1962 JUL -4 PM 12: 09

PRIORITY

29612

CI

UNCLAS ELLEO 894. SEC GEN GARDINER NEW YORK INFO KHIARY RYCKHYE LEO
Conférence de presse de Tshombe donnée hier est
FROM BACK. TSHOMBES PRESS CONFERENCE GIVEN YESTERDAY IS REPRODUCED N-
aujourd'hui publiée dans journaux locaux. Entre autres il a dit :
TO DAY IN LOCAL PRESS. HE SAID INTER ALIA QUOTE JE NE PENSE PAS QU

IL Y AURA UNE TROISIEME EPREUVE DE FORCE AU KATANGA. COMMENT LONU
POURRA T ELLE JUSTIFIER UNE NOUVELLE GUERRE. ELLE NE PEUT SE MELER
DES AFFAIRES INTERIEURES DU CONGO. DANS UN MEMOIRE QUI A ETE RENDU
PUBLIC LE GENERAL RAJA TENTE DE REJETER SUR NOUS LA RESPONSABILITE
CFN 894

PAGE TWO DE 4 UC 93 021/04

DES COMBATS FE SEPTEMBER ET DE DECEMBRE 1961. MAIS CS SONT LA DE
EURS MENS ONGES . LA VERITE A ETE FAITE A CE SUJET. PLUS PERSONNE NE
CROIT LA VERSION DES NATIONS UNIES. PARA LE DEFILE MILITAIRE DU 11
JUILLET AURA LIEU. ON NE PEUT LINTERDIRE A NOS SOLDATS SOUS AUCUN PRE
TEXTE JUSTIFIE. NOUS SOMMES ICI CHEZ NOUS ET NON SUR TERRITOIRE
DES NATIONS UNIES. NOS SOLDATS NE COMPRENDRAIENT DAILLEURS PAS QUON
INDISE CE DEFILE. ILY AURAIT UN RISQUE GRAVE DEXPLOSION DE COLERE. N
JE SERAI ICI POUR LES FES DE LINDEPENDANCE UNQUOTE

BT

CFN 19/11/1

04/11/30 404 4 UC 93

4 UC 93 021

SS 4 UC 75

DE 4 UC 93 21/04

FM ONUC ELISABETHVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 894. SEC GEN GARDINER NEWYORK INFO KHIARY RYCKHYE LEO
FROM BACK. TSHOMBES PRESS CONFERENCE GIVEN YESTERDAY IS REPRODUCED N
TO DAY IN LOCAL PRESS. HE SAID INTER ALIA QUOTE JE NE PENSE PAS QU
IL Y AURA UNE TROISIEME EPREUVE DE FORCE AU KATANGA. COMMENT LONUC
POURRA T ELLE JUSTIFIER UNE NOUVELLE GUERRE. ELLE NE PEUT SE MELER
DES AFFAIRES INTERIEURES DU CONGO. DANS UN MEMOIRE QUI A ETE RENDU
PUBLIC LE GENERAL RAJA TENTE DE REJETER SUR NOUS LA RESPONSABILITE
CFN 894

PAGE TWO DE 4 UC 93 021/04

DES COMBATS FE SEPTEMBER ET DE DECEMBRE 1961. MAIS CS SONT LA DE
EURS MENS ONGES . LA VERITE A ETE FAITE A CE SUJET. PLUS PERSONNE NE
CROIT LA VERSION DES NATIONS UNIES. PARA LE DEFILE MILITAIRE DU 11
JUILLET AURA LIEU. ON NE PEUT LINTERDIRE A NOS SOLDATS SOUS AUCUN PRE-
TEXTE JUSTIFIE. NOUS SOMMES ICI CHEZ NOUS ET NON SUR TERRITOIRE
DES NATIONS UNIES. NOS SOLDATS NE COMPRENDRAIENT DAILLEURS PAS QUON
INDISE CE DEFILE. ILY AURAIT UN RISQUE GRAVE DEXPLOSION DE COLEVE. N
JE SERAI ICI POUR LES FES DE LINDEPENDANCE UNQUOTE

BT

CFN 196111

INDICATE
PRIORITY

S V C	FFFFF	SSSSS	PRIORITE
Service	Routine	Priority	NATIONS

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

OUTGOING CLEAR CABLE

N R

Address(es)

ONUC ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

EV - 812 BACK from KHIARY . VEUILLEZ TRANSMETTRE LE MESSAGE SUIVANT
A TSHOMBE DE LA PART DE GARDINER : QUOTE . JE SUIS HEUREUX D'APPRENDRE QUE
VOUS AVEZ RECU LES APPUIS NECESSAIRES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS
KATANGAIS AUX QUATRE COMMISSIONS. J'ESPERE QUE CETTE MESURE CONCRETE ET
L'ACTION RAPIDE DES COMMISSIONS NOUS PERMETTRONT D'ATTEINDRE NOTRE OBJECTIF
COMMUN, C'EST-A-DIRE DE RESOUDRE LE PLUS TOT POSSIBLE LES PROBLEMES DU CONGO
PAR DES MOYENS PACIFIQUES . UNQUOTE .

2500 x 200 ~ Imp. Plateau 11267

T. O. R.

T. O. D.

BY :

Drafted by :

Authorized : 4 Juillet

Date : 1962

RECEIVED

1962 JUL -3 PM 1:27

U

04

CYY

EEEEEEUC 66

29508

UC90 007

SS 4UC75

DE 4UC90 07/03

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 889. SEC GEN/GARDINER NEWYORK INFO KHIARY/RICKYE LEO FROM
BACK FOLLOWING RECEIVED FROM TSHOMBE: NO SR/808/MV QUOTE MONSIEUR LE
SECRETAIRE GENERAL, ME REFERANT A MA LETTRE SR/801/MV DU 1ER JUILLET
1962, J'AI L'HONNEUR DE VOUS FAIRE SAVOIR QUE LE GOUVERNEMENT DU KAT-
ANGA A DESIGNE LES PERSONNES DEVANT FAIRE PARTIE DES DIFFERENTES
COMMISSIONS PREVUES AU COURS DES ENTRETIENS DE LEOPOLDVILLE. VOUS TROU-
VEREZ CI-APRES LES NOMS DE DELEGUES: 1. COMMISSION MILITAIRE: COL-
ONEL KIEMBE, MAJOR M'BAYO, MAJOR MUTOMBO. 2. COMMISSION MONETAIRE:
MESSIEURS VAN ROEY, CORNAZ ET KITAMBALA.

BT

CFN ~~889~~ ~~808~~ ~~801~~ 1/1962 1/2

PAGE TWO DE 4UC90 07/03

3. COMMISSION ECONOMIQUE ET FISCALE: MESSIEURS SPANDRE, MATTE ET KISABI.
4. COMMISSION DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS: MESSIEURS WATT-
ECAMPS, VALTER, NWALELA. J'AI AVISE LE GOUVERNEMENT DE LEOPOLDVILLE DES
CONNAITRE INCESSAMMENT LE NOMS DES DELEGUES QU'IL AURA DESIGNE.

TSHOMBE UNQUOTE

BT

CFN 3 4

03/0652 JUL 4UC90

To New York
o n u c
4600
3/7/62

Tshome

NR 8/030040 ✓

ed

NR 8/030040

29492

035021

1962 JUL -3 PM 12:26

O.N.U.C.

PRIORITY

à transmettre

6-74

PLEASE APPROVE
FOR TRANSMISSION
TO NYK
C.D.C.

FROM

O N U C EVILLE

TO

O N U C LEO ✓

DTG 02 NIL

REC'D CIV. OPS.

DATE : 3 JUL 1962

TIME : 14.30

UNCLAS (.) ELLEO 888 (.) SECOEN/ GARDINER NEW YORK

INFO KHIARY / RICKYE FROM BACK FOLLOWING RECEIVED

FROM TSHOMBE (.) NO SR/807/MV QUOTE / MONSIEUR

LECHARGE DEMISSION JAI LHONNEUR D ACCUSER RECEPTION

DE VOTRE LETTRE DU 1ER JUILLET 1962 REF KAT/L30/62

(.) JE METONNE DE VOTRE INQUIETUDE CAR LA CELEBRATION

DEFETES OU D ANNIVERSAIRES N A JAMAIS DONNE LIEU

A AUCUN INCIDENTS OU MANIFESTATIONS DEPLACES A

ELISABETHVILLE (.) LA PARTICIPATION DE DETACHEMENTS

SCJ MOLIKUES APPARTENANT AUX FORCES DE L'ORDRE A UN

DEFILE POPULAIRE COMPRENANT DES FEMMES ^{et} DES

ENFANTS DES ECOLES DOIT AU CONTRAIRE RASSURER L'ETAT -

MAJOR ET LES TROUPES DES NATIONS UNIES (.) LES

CELEBRATIONS PREVUES NE PEUVENT EN RIEN NUIRE AUX

ENTRETIENS AVEC LE GOUVERNEMENT DE LEOPOLDVILLE

QUI NE SONT PAS INTERROMPUS MAIS SUSPENDUS (.) LES

~~XXXXXX~~ DIFFERENTES POSITIONS PRISES PAR LE

GOUVERNEMENT KATANGAIS PROUVENT LA VOLONTE DU KATANGA

DE POURSUIVRE LES NEGOCIATIONS ET D'EVITER TOUT

ACTE QUI POURRAIT ENTRAVER LE HEUREUX ABOUTISSEMENT

CONTD .. 2/-

PART TWO 29492

DE CELLES - CI (.) LA PRESENCE DE DETACHEMENT
SYMBOLIQUES A CE DEFILE N EST CERTAINEMENT PAS DE
NATURE A JUSTIFIER UN DEPLOIEMENT QUELCONQUE DE FORCES
DE L ONU (.) JE PUIS VOUS AFFIRMER QUE CETTE
MANIFESTATION SE PASSERA DANS L ORDRE ET LA DISCIPLINE
DE TONS (.) SALUTATIONS (.) TSHOMBE UNQUOTE

BY KK

THI NIL

T O R 1000Z

94
RECEIVED

1962 JUL -3 PM 3:11

UC 94

4UC90 004

SS 4UC75

29524

DE 4UC90 04/03

FM ONUC EVILLE

TO ONUC EVILLE

TO ONUCC4UC90 004

SS 4UC75

DE 4UC90 04/03

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 887 SEC GEN GARDINER NEWYORK INFO KHIARY RICKYE FROM BACK.
FOLLOWING LETTER JUST RECEIVED FROM TSHOMBE QUOTE SR/805/MV, ELI-
SABETHVILLE LE 28 JUILLET 1962. MONSIEUR ROBERT GARDINER, CHARGE DE
LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO. J'AI L'HONNEUR D' ACCUSER RECEPTION
DE VOTRE LETTRE DU 28 JUIN 1962, REF. KAT/129/62. PARCE QUE JE CROIS
COMME VOUS QUE NOTRE TACHE EST DES PLUS DIFFICILES ET QU'UNE LIAISON
ETROITE NE PEUT QUE RAFFERMIR NOS CONTACTS PERSONNELS ET ALLEGER L'-
ATMOSPHERE GENERALE DE SUSPICION QUE L'ON VEUT CREER POUR ENVENIMER
LES RELATIONS ENTRE LES NATIONS UNIES ET LE KATANGA PARCE QUE VOUS
L'AUREZ APPRIS, DES MON RETOUR, J'AI MIS AU COURANT LE
CFN ~~887 805 2/1962 28 1962 129 62~~

PAGE TWO DE 4UC 90 04/03

GOVERNEMENT ET LA POPULATION DU KATANGA, DES ENTRETIENS DE LEOPOLDVILLE
CE CONTRACT ETAIT DES PLUS NECESSAIRES POUR LA COMPREHENSION DE LAS PORT
DE CES DERNIERS PARA REZSPECTANT LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LA DELEGATION
KATANGAISE QUI S'EST RENDUE A LEOPOLDVILLE, LE GOUVERNEMENT CU KAT-
ANGA A DESIGNE LES PERSONNES SUIVANTES COMME DEVANT FIARE PARTIE DES
COMMISSION MILLITAIRE/COLONEL KIEME, MAJOR M'BAYO, MAJOR
MUTOMGO.2. COMMISSION MONETAIRE: MESSIEURS VAN ROEY, CORANZ ER KIT-
AMBALAM § COMMISSION ECONOMI QUE ET FISCALE: MESSIIEURS SPANDRE,
METTE, KISABI.4.COMMISSION DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS:
MESSIEURS WATTECAMPS, VELTER, MWALELA. LES NOMS DE DELEGUES CI-DESSUS SON
TRANSIS CE JOUR A MONSIEUR LE PEREIER MINSTE DE GOUVERNEMENT DE LEOPOLD-
VILLE PARA MON DESIR DE TROUVER UNE SOLUTION PACIFIQUE A LA
CRISE CONGO AIF IU WHG DOYME QUE JAMAIS, LES DECISIONS PRISES DEPUIS
MON RETOUR LE CONGIRME ET JE CONTINUERAI A OEUVRER DANS CETTE VOIE DANS
L'INTAFKICDGU KATANGO ET WAPYODOE DE LA REPUBLIQUE PARA VOUS ME PRO-
POSEZ D'ELEVER LE DEBAT AU DESSUS DES PASSIONS DE LA FOULE POR
POUVIOR NOS RENDRE CLAIREMENT COMPTE DES RESPONSABILITES QUI NOUS
INCOMBENT, JE SUIS ENTIEREMENT S'ACCORD AVEC VOUS ET JE NE PUIS QUE
CFN 1234

PAGE THREE DE 4UC 90 04/03

DEPLORER LE RECENT DISCOURS DE MONSIEUR ADOULA QUI EST UNE VERITABLE
INCITATION A LA VIOLENCE. DE TELS DISCOURS NE PEUVENT ETRE LA CAUSE
QUE D'INCIDENTS REGRETTABLES ET CREER UNE TENSION DEFAVORABLE AUX BUTS

QUE NOUS POURSUIVONS PARA JE NE DOUTE PAS UEVOUS USEREZ DE TOUTE VOTRE
INFLUENCE AFIN DE CREER DES CONDITIONS PSYCHOLOGI UES FAVORABLES AU
DENOUEMENT DE LA CRISE PARA JE PROFITE DE LA PRESENTE POU VOUS ASSURER,
MONSIEUR LE REPRESENTANT DE MA HAUTE CONSIDERATION. LE PRESIDENT DU
KATANGA MOISE TSHOMBE UNQUOTE
CFN NIL 030605Z JUL 4UC 90

NNNN

INDICATE
PRIORITYS V C
ServiceF F F F F
RoutineS S S S S
PriorityP R I O R I T E
N A T I O N SPriorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

OUTGOING CLEAR

Address(es)

ONUC ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

EV - 809 BACK FROM KHIARY . VEUILLEZ TRANSMETTRE A TSHOMBE DE LA PART
DE GARDINER LE MESSAGE SUIVANT : QUOTE . VEUILLEZ VOUS EFFORCER JUSTIFIER MA
CONFIANCE DANS VOS AFFIRMATIONS CONCERNANT VOTRE DESIR ET VOTRE RESOLUTION
DE TROUVER DES MOYENS PACIFIQUES DE REGLER LES DIVERGENCES ENTRE LE KATANGA
ET LE RESTE DU CONGO . MA TACHE SERA CONSIDERABLEMENT FACILITEE SI VOUS
POUVEZ ME FAIRE SAVOIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE DANS QUELLE MESURE
VOUS ETES PARVENU A FAIRE PARTAGER VOTRE POINT DE VUE A VOS COLLEGUES
ET A DESIGNER LES MEMBRES DES COMMISSIONS. IL SERAIT UTILE DE SAVOIR A
QUELLE DATE VOUS PENSEZ ACTUELLEMENT QUE LES QUATRE COMMISSIONS POURRONT
COMMENCER LEURS TRAVAUX . GARDINER . UNQUOTE .

2500 x 200 — Imp. Plateau 11267

T. O. R.

BY :

Drafted by :

M. Khiary

Authorized :

Date :

M. Khiary

T. O. D.

3 July 1962